

DK NEWS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

MÉTÉO

27° : ALGER

34° : TAMANRASSET

p. 2

Mercredi 11 Septembre 2013 - 6 dhou al-qid'a 1434 - N° 374 - Deuxième année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€

www.dknews-dz.com

Les news



ALGÉRIE-TUNISIE

Le Président Bouteflika reçoit le Président du mouvement tunisien Ennahdha

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a reçu hier à Alger, le président du mouvement tunisien Ennahdha, Rached Ghannouchi. A cette occasion, les deux parties ont exprimé leur satisfaction à l'égard de l'évolution des relations algéro-tunisiennes notamment aux plans économique et sécuritaire au service des intérêts des deux pays frères et de la

stabilité de la région. La rencontre a permis également, de procéder à une évaluation de la situation dans les pays arabes et musulmans à la lumière des derniers développements et les efforts consentis pour le succès de la période de transition en Tunisie. L'audience s'est déroulée en présence du Premier ministre, Abdelmalek Sellal.

SÉCURISATION DES FRONTIÈRES ET LUTTE CONTRE LE TERRORISME

La stabilité du pays souci majeur du Président de la République



Kamel Cherif

Les messages délivrés par le ministre des Affaires étrangères Mourad Medelci concernant la protection et la sécurité des frontières de l'Algérie se veulent une mise en garde contre ceux qui oseraient s'attaquer aux intérêts du pays. Il a affirmé, dans un langage diplomatique, que l'Algérie, tout en restant

«vigilante», fera face à ses responsabilités. La mise en garde de Medelci est destinée à toutes les forces du mal qui projettentraient de toucher aux intérêts de l'Algérie ou de tenter de traverser ses frontières. Il faut relever que ces déclarations interviennent après l'audience accordée par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, au ministre des Affaires étrangères, la semaine dernière.

Page 3

22^e CONFÉRENCE RÉGIONALE AFRICAINE D'INTERPOL
53 pays au rendez-vous d'El Bahia



Pages 4-5

RAHMANI À CHLEF
Ciment : Un défi à gagner à «tout prix»

HABITAT

Tebboune
déplore l'état lamentable de certaines cités «AADL»

Page 2

SCIENCE et VIE
Hypothyroïdie
Les multiples causes

Pages 12-13

RÉGIONS

SÉTIF
Production céréalière record



FOOTBALL
MONDIAL 2014 (BARRAGES)
Avis partagés sur une éventuelle opposition face à l'Egypte

Page 2

M'SILA
La gendarmerie libère une jeune fille enlevée à Ouled Addi Guebala

Page 9



MÉTÉO

Régions Nord : 27° à Alger

- Temps partiellement nuageux avec tendance orageuses vers l'intérieur et les Hauts-Plateaux.

Les vents seront modérés : 20/30 km/h.
La mer sera peu agitée.

Régions Sud : 34° à Tamanrasset

- Temps voilé à nuageux notamment vers la Saoura et les massifs du Hoggar/Tassili.
Les vents seront variables : 20/40 km/h avec soulèvement de sable.

Alger	max	27°	min	22°
Oran	max	29°	min	20°
Annaba	max	28°	min	21°
Béjaïa	max	30°	min	22°
Tamanrasset	max	34°	min	23°

EAU

Suspension de l'alimentation en eau potable dans plusieurs communes de l'Est d'Alger aujourd'hui et demain

Une suspension de l'alimentation en eau potable touchera aujourd'hui et demain plusieurs communes de l'Est de la wilaya d'Alger en raison des travaux de mise en service d'une nouvelle station de pompage, a indiqué hier la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAL) dans un communiqué. Les communes concernées sont : Aïn Taya, Heuraoua, El Marsa, Bordj El Bahri (en partie) et Reghaia (localités de Chebcheb, Djaafré, El Bey et Saïdania), a précisé la même source. A cet effet, la SEAL «met en place un dispositif de citerne afin d'alimenter en priorité les établissements publics et hospitaliers pour réduire les désagréments» causés par cette suspension d'alimentation en eau potable», a-t-on ajouté.

L'emploi et la lutte contre la corruption et la pauvreté au menu de la 13^e rencontre de l'AICESIS

Le rôle de la société civile dans la promotion de l'emploi et la lutte contre la pauvreté et la corruption seront au menu de la 13^e rencontre internationale de l'Association internationale des conseils économiques et sociaux et institutions similaires (AICESIS) qui se tiendra aujourd'hui et demain à Alger.

Une table ronde ainsi que deux séances d'échanges seront ainsi dédiées à cette problématique, selon le programme de la rencontre qui devrait enregistrer la participation d'une quarantaine de pays.

«Quelles nouvelles problématiques et quel rôle pour la société civile pour la promotion de l'emploi et l'intégration socio-professionnelle des jeunes», tel est le thème retenu pour la table ronde.

Les thématiques des deux séances porteront, quant à elles, sur le rôle des CES et du dialogue civil et social dans la lutte contre la corruption et la criminalité économique, et aussi la lutte contre la pauvreté.

«L'emploi sera au centre des débats», lors de cette rencontre, déclarait lundi à des journalistes le président du Conseil national économique et social (CNES), Mohamed Seghir Babes.

Ainsi, des pays comme la Chine, l'Afrique du Sud et l'Italie présenteront leurs expériences en la matière.

En outre, l'AICESIS tiendra à l'occasion de cette rencontre son assemblée générale qui sera marquée par la fin du mandat du CNES de l'Algérie à la présidence de l'AICESIS.

L'assemblée générale de l'AICESIS sera également ponctuée par l'élection de son nouveau conseil d'administration et l'adoption de son rapport d'activité.

Toujours à l'occasion de la rencontre de l'AICESIS, l'Union des conseils économiques et sociaux et institutions similaires d'Afrique (UICESA) a tenu lundi à Alger son assemblée générale extraordinaire centrée sur l'adoption de son rapport d'activité 2012 et l'élection des membres de son nouveau bureau exécutif.

M. KAMEL MUSTAPHA KARA, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE NATIONALE DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (INSTITUTION RELEVANT DE L'ONU) INVITÉ CE MATIN À 10H 30 DU FORUM DE DK NEWS

Conférence sur : « Les bouleversements climatiques et leur impact sur la politique de développement »

M. Kamel Mustapha Kara, directeur général de l'Agence nationale des changements climatiques (institution relevant de l'ONU) sera l'invité ce matin à 10h30 du Forum de DK News.

L'hôte du quotidien animera une conférence débat ayant pour thème d'actualité : «Les bouleversements climatiques et leur impact sur la politique de développement».



No comment

BANQUE D'ALGÉRIE: L'INFLATION A ATTEINT UN PIC HISTORIQUE À 8,9%

Environnement
Mort inexplicable d'une importante quantité de poissons dans l'oued Seybouse, à Guelma

D'importantes quantités de poissons morts, flottant à la surface, sont visibles dans les eaux de l'oued Seybouse, au lieu-dit Rasfa, dans la commune de Boumaha-Ahmed près de Guelma, a-t-on constaté mardi.

D'autres poissons morts, des barbeaux notamment, gisent également près des berges de ce cours d'eau, non loin de la station de pompage relevant de l'ONID (Office national de l'irrigation et du drainage).

Des éléments de la gendarmerie nationale et des représentants des directions de l'environnement et de la pêche se sont rendus sur place, tandis qu'une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de ce phénomène.

SÉTIF
Production céréalière record

La production de céréales, toutes espèces confondues, a atteint, cette année à Sétif, les 3,1 millions de quintaux, soit un accroissement d'environ 20% par rapport à la précédente saison agricole, a indiqué hier à l'APS le directeur des services agricoles, M. Ali Zerarga.

«La production de céréales réalisée au terme de la campagne moisson-battage a atteint les 3,1 millions de quintaux contre 2,5 millions de quintaux lors de la saison agricole écoulée», a précisé le même responsable, ajoutant que la production a été «stimulée par des conditions climatiques favorables».

L'utilisation raisonnée d'insecticides pour prévenir l'apparition de parasites et la lutte contre les mauvaises herbes ont également eu un impact «positif et direct» sur la production céréalière dans cette wilaya, a encore ajouté M. Zerarga.

Habitat

M. Tebboune annonce des mesures pour améliorer le cadre de vie dans les cités «AADL»

Le ministre de l'Habitat et de l'urbanisme Abdelmadjid Tebboone a annoncé hier à Alger des mesures destinées à améliorer la gestion et le cadre de vie dans les cités de l'agence «AADL» à travers le pays. Lors d'une réunion avec les gestionnaires des cités relevant de la société «Gest Immo», filiale de l'Agence de l'amélioration et de développement du logement (AADL), le ministre a souligné que l'entretien et le nettoyage de ces cités seront graduellement confiés à des entreprises spécialisées créées dans le cadre de l'ANSEJ. M. Tebboone, qui a déploré l'état lamentable de nombreuses cités «AADL» en raison notamment des pannes récurrentes des ascenseurs et le manque d'hygiène, a annoncé que son département allait tenter l'expérience de «la gestion par concession».

Hommage appuyé à la DGSN

La direction générale de la Sécurité nationale (DGSN), mérite amplement son classement au 5^e rang mondiale des meilleures polices au sein de l'OIPC, vu ses qualités de service, son engagement et le professionnalisme dont elle fait depuis qu'elle a rejoint Interpol en 1963 à déclaré hier lors d'une conférence de presse, le secrétaire général d'Interpol M. Ronald K. Nobel. «Si cela m'appartenait, je hisserais la DGSN à la première position des meilleures polices du monde» a-t-il affirmé. Cette énième reconnaissance envers la police nationale intervient au moment où l'Algérie accueille la 22^e Conférence régionale africaine d'Interpol. Dans ce sens, le SG de l'OIPC a indiqué que le fait que la DGSN puisse organiser une conférence aussi professionnelle 50 années après son adhésion à l'organisation, témoigne de ses capacités à relever les défis et atteste de ses efforts déployés pour son développement et sa modernisation.

SÉCURISATION DES FRONTIÈRES ET LUTTE CONTRE LE TERRORISME

La stabilité du pays, souci majeur du Président de la République

Walid B.

En donnant des orientations au chef d'état-major de l'ANP pour le renforcement des moyens et des efforts pour sécuriser les frontières algériennes avec les pays voisins, le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika vient de démontrer que la stabilité du pays demeure un souci majeur et une préoccupation au plus haut niveau de l'Etat. Poursuivant sa convalescence dans sa résidence à Alger, le président Bouteflika a régulièrement exposé exhaustif sur la situation qui prévaut en Algérie et au niveau des frontières.

Cela atteste que le chef de l'Etat suit de très près l'évolution de la situation sécuritaire sur les frontières du pays à la lumière des derniers développements survenus, plus particulièrement avec l'instabilité qui connaît certains pays voisins. Cependant, l'engagement de l'ANP qui demeure totalement investie dans sa noble mission de sauvegarde de l'indépendance et de défense de la souveraineté nationale, a permis de mettre en échec toutes les tentatives de déstabilisation du pays. C'est dans cet esprit plus précisément que les forces de l'ANP ont mené, ces derniers temps, une grande offensive contre les fiefs terroristes. Des opérations qui ont permis l'élimination de plusieurs criminels qui pla-

nifiaient des attentats terroristes. A travers la vigilance et la collaboration des citoyens, conscients de la menace terroriste, les forces de l'ANP ont réussi à mettre hors d'état de nuire plusieurs criminels dont les dessous sont connus de tous. L'offensive menée par l'ANP est d'autant plus indispensable quand on sait que les groupes terroristes n'ont, à aucun moment, songé à renoncer à leurs plans macabres et ce, en dépit de la main tendue de l'Etat. Parallèlement à cela, une force spéciale s'est déployée tout au long des frontières algéro-tunisiennes pour sécuriser le territoire national contre toute velléité terroriste provenant de ce pays voisin qui vit une situation d'instabilité.

Des moyens importants ont été mis en œuvre pour traquer les groupes terroristes qui tentent de s'implanter durablement dans la zone. Le ministre de l'intérieur et des Collectivités locales, Daho Ould Kablia, avait déclaré que l'ANP a renforcé ses moyens et ses capacités sur les frontières Est du pays en raison des troubles que connaît la Tunisie, précisant que l'ANP «assure comme il se doit la sécurité des frontières algériennes». Le ministre de l'Intérieur avait, d'autre part, confirmé l'existence d'un échange d'informations sécuritaires entre l'Algérie et son voisin tunisien pour lutter contre les différents fléaux qui menacent la sécurité et la stabi-

lité de la région, notamment le terrorisme et la contrebande sous toutes ses formes. L'ANP s'est pleinement inscrite dans le processus initié par le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, chef suprême des forces armées et ministre de la Défense nationale, qui avait déjà tracé la voie de la modernisation et de la professionnalisation de notre armée. Cette stratégie qui repose sur une formation hautement qualifiante, procède d'une vision évolutive de la conception de la défense nationale pronée par le chef de l'Etat. Le chef d'état-major de l'ANP, le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah, avait indiqué, à ce propos, que l'Algérie se portera toujours bien tant qu'elle reste fidèle au serment prêté par les martyrs et empruntera la même voie pour réaliser leurs espoirs. Il avait, en outre, réitéré la détermination de l'armée à poursuivre la lutte implacable contre les bandes terroristes criminelles qui tentent de semer la peur et le désespoir parmi les populations.

Acet égard, Gaïd Salah avait salué le rôle «hautement efficace» des éléments de l'ANP et leur sens de persévérance aux côtés de tous les autres corps de sécurité dans leurs efforts de lutte contre toutes les formes de criminalité et leur engagement dans l'intérêt supérieur de la nation et la sécurité des citoyens.

FACE À LA MENACE TERRORISTE L'Algérie réaffirme sa ferme détermination à sécuriser les frontières

Kamel Cherif

Les messages délivrés par le ministre des Affaires étrangères Mourad Medelci concernant la protection et la sécurité des frontières de l'Algérie se veulent une mise en garde contre ceux qui seraient d'attaquer aux intérêts du pays. Il a affirmé, dans un langage diplomatique, que l'Algérie, tout en restant «vigilante», sera face à ses responsabilités.

La mise en garde de Medelci est destinée à toutes les forces du mal qui projettent de toucher aux intérêts de l'Algérie ou de tenter de traverser ses frontières. Il faut relever que ces déclarations interviennent après l'audience accordée par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, au ministre des Affaires étrangères, la semaine dernière.

Dans ce sens, le chef de la diplomatie algérienne a fait remarquer que le président de la République accorde un grand intérêt à la sécurité des frontières, ce qui explique les audiences et les orientations régulières du président Bouteflika au chef d'état-ma-

jor de l'Armée populaire nationale, Ahmed Gaïd-Salah. En somme, la sécurité des frontières demeure un principe sacré pour l'Algérie dans la mesure où aucune concession ne sera faite à ceux qui osent y toucher.

La réaction des forces de sécurité lors de l'attaque perpétrée contre la base gazière de Tiguentourine, visée par un attentat terroriste au début de cette année, s'inscrit dans la logique des mises en garde du chef de la diplomatie algérienne.

Les forces de sécurité algériennes avaient carrément terrorisé les auteurs de la prise d'otages de la base gazière de Tiguentourine. Le groupe, constitué de terroristes de différentes nationalités, a été anéanti. Ce groupe avait pris en otage plusieurs des travailleurs étrangers exerçant dans la base gazière dans le but d'amener les autorités algériennes à négocier. Or, le principe de l'Algérie consiste à ne jamais négocier avec des groupes terroristes, sachant que l'Algérie est le premier pays au monde à appeler à criminaliser le paiement des rançons à ces groupes. La sortie médiatique de Medelci s'inscrit dans cette logique que l'Algérie continuera de défendre vaille que vaille.

RAHMANI À CHLEF

Ciment : Un défi à gagner à «tout prix»

Le ministre de l'Industrie, de la Petites et moyennes entreprises et de la Promotion de l'investissement, M. Cherif Rahmani a estimé, hier à Chlef, que la relance de l'industrie du ciment est un défi qu'il faut gagner à «tout prix» pour être au diapason des ambitieux programmes de développement envisagés par notre pays. Le ministre, qui intervenait lors d'une cérémonie d'installation du comité de développement de l'industrie locale et de la facilitation de l'investissement (Codifil), a indiqué, à cet égard, qu'à l'instar de l'industrie du ciment, l'Algérie dispose d'un potentiel industriel important capable de contribuer à la croissance économique pour peu qu'il soit modernisé. Dans ce contexte,

il a assuré que la relance du secteur de l'industrie a, d'ores et déjà, commencé avec la signature de nombreux contrats de partenariat et les multiples actions de réhabilitation et de modernisation entreprises au profit de certaines entreprises publiques spécialisées dans la production du cuir, du textile, et des vannes. Cette démarche sera poursuivie dans les prochaines années, a précisé le ministre, en insistant sur la mission d'accompagnement et de facilitation dévolu au Codifil pour la promotion de l'investissement dans le secteur industriel. Lors de cette visite, M. Rahmani a procédé également au lancement des travaux de réalisation d'une deuxième unité de production

de ciment de l'entreprise du ciment et dérivés (ECDE) de Oued Sly (10 km à l'ouest de Chlef). Le projet dont les travaux de réalisation sont confiés à une entreprise étrangère, produira, une fois concrétisé, au moins deux millions de tonnes de ciment par an, soit l'équivalent de la production actuelle. Au total 4 millions de tonnes de ciment seront produits par la cimenterie de Oued Sly après la livraison de la 2^e unité prévue dans un délai de 33 mois. L'extension des capacités de production de la cimenterie de Oued Sly qui intervient après celle de Ain Kebira (Sétif) permettra de combler le déficit en ciment qui s'élève à plus de 5 millions de tonnes/an et de porter la production nationale de ciment à

29 millions de t/an d'ici 2018 au lieu de 18,7 millions de tonnes actuellement.

ALGÉRIE-MÉDITERRANÉE Mme Bendjaballah participera à la 3^e Conférence sur le renforcement du rôle des femmes demain à Paris

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Souad Bendjaballah, participera aux travaux de la 3^e Conférence ministérielle sur «le renforcement du rôle des femmes dans la société», prévue demain à Paris, a indiqué hier un communiqué du ministère. S'inscrivant dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée, la conférence débattera des questions de «la participation des femmes dans les sphères politique, économique et sociale de la vie», et de «la lutte contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles», a précisé la même source. Mme Bendjaballah aura, à cette occasion, des entretiens avec ses homologues lors de cette rencontre, a ajouté le communiqué.

La sécurité et le bien-être des Algériens au centre des priorités du Président

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, suit de très près tous les dossiers en relation avec la gestion du pays, apportant ainsi une nouvelle fois un démenti formel à ceux qui tentent de semer l'inxo et la désinformation.

Le chef de l'Etat a reçu à plusieurs reprises, successivement le chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, le Premier ministre Abdelmalek Sellal. Les deux responsables lui ont présenté un exposé exhaustif sur la situation prévalant en Algérie. Cela dénote que le président de la République assume pleinement ses fonctions et continue de donner des instructions au gouvernement. Le président de la République avait déjà reçu les deux responsables en son lieu d'hospitalisation, le mois de juillet dernier à Paris. Il avait alors donné des instructions de manière à permettre aux Algériens de passer un mois de Ramadhan et une période estivale dans les meilleures conditions. Il avait instruit le gouvernement à veiller au bien-être des Algériens. Par ses rencontres ponctuelles, le chef de l'Etat tient à ce que toutes les conditions soient réunies pour assurer aux Algériens une rentrée sociale dans la quiétude et à la hauteur des attentes. Mieux encore, le chef de l'Etat a insisté sur la sécurité des Algériens dans la mesure où il a demandé à Gaïd Salah de lui faire un exposé exhaustif sur la situation aux frontières. L'Algérie qui est entourée du brasier du Mali, la Tunisie et la Libye reste une cible privilégiée des forces du mal. Ce qui se passe en Egypte et en Syrie risque aussi d'avoir un impact sur l'Algérie d'où l'insistance du chef de l'Etat quant au renforcement de la sécurité aux frontières. Les forces du mal n'arrivent pas à admettre que l'Algérie soit épargnée par ce qui est appelé le printemps arabe qui a précipité la région dans l'inconnu et l'incertitude.

Les nombreuses tentatives de déstabilisation du pays confirment les mises en garde du président de la République lorsqu'il avait appelé, dans un de ses discours, les jeunes Algériens à faire montre de vigilance face aux ennemis. En ce sens, le sud du pays semble être le lieu privilégié de ces forces du mal pour frapper l'Algérie. L'attentat contre la base gazière de Tiguentourine, les complots ayant éclaté à Ouargla puis Ghardaïa, Laâyoune, Tamanrasset et récemment Bordj Badji-Mokhtar sont autant d'indices dévoilant les intentions des forces du mal aux fins d'exploiter le moindre incidents pour le dramatiser, l'aggraver et le politiser. La vigilance reste ainsi de mise, ce qui explique les audiences accordées par le président Bouteflika à Gaïd Salah, lui demandant chaque fois de veiller à la sécurité des frontières, sachant que le danger ne peut venir que de l'extérieur.

Kamel Cherif

OUVERTURE, HIER À ORAN, DE LA 22^E CONFÉRENCE

Une rencontre de haut niveau

R. Rachid

Les travaux de la 22^e Conférence régionale africaine de l'organisation internationale de la police criminelle (Interpol), dont l'Algérie est membre depuis août 1963, ont débuté hier à Oran, avec à l'ordre du jour le renforcement de la coopération policière internationale en matière de lutte contre la criminalité transnationale.

Ce sommet de trois jours qui se déroule au centre des conventions Mohamed Ben-Ahmed, rassemble de hauts responsables de police, spécialistes de la sécurité de 53 pays africains. Lors de son discours d'ouverture, la présidente de l'OIPC, Mme Mireille Ballestrazzi, a affirmé que l'organisation de cet important événement en Algérie, a reflété l'engagement de l'organisation à asseoir les fondements d'une coopération internationale basée sur le partage d'expertises et l'échange d'expériences entre les services de police des pays membres d'Interpol.

Outre l'état d'avancement des initiatives de renforcement des capacités dans le continent africain, cette 22^e conférence, l'une des plus suivies depuis la première édition en 1962, portera sur un certain nombre de problématiques transfrontalières liées à la criminalité internationale, telles que le trafic de stupéfiants, le trafic d'armes, la piraterie maritime et le terrorisme.

Dans ce sens, la première présidente de l'histoire d'Interpol a indiqué que des progrès significatifs ont été enregistrés ces dernières années par l'OIOC dans l'approche de la criminalité transfrontalière, notamment ses formes émergentes (à l'image du trafic de drogue), la définition des moyens et des outils nécessaires pour la contrecarrer.

A ce titre, Mme Ballestrazzi a invité les polices africaines à intégrer le projet de priorités stratégiques d'Interpol qui repose sur la modernisation et le développement du système de télécommunication I-24/7, l'appui aux enquêtes criminelles, la formation et le développement des bureaux centraux nationaux d'Interpol pour impulser les projets d'intégration régionale entre polices africaines et renforcer les échanges dans la stratégie de lutte contre le terrorisme et le crime organisé. Pour sa part, le directeur général de la Sécurité nationale a indiqué qu'en s'inscrivant dans le sillage des priorités stratégiques et des plans d'action d'Interpol, la police algérienne a placé ses activités de coopération internationale comme un moyen incontournable de lutte contre la criminalité transnationale mais aussi contre le terrorisme qui compromet sérieusement le développement des pays de la région.

En effet, 26 postes frontaliers terrestres, aériens et maritimes, 36 services départementaux de la police judiciaire ainsi que les 48 sécurités de wilayats, sont connectés aux bases de données d'Interpol sur les véhicules volés et les documents de voyage, ce qui témoigne de l'engagement et de la volonté de la DGSN à adhérer aux valeurs, principes et objectifs d'Interpol. Cette action d'élargissement de l'accès aux bases de données d'Interpol est gérée par des officiers de contact relevant des différents services de police spécialisés, afin de gérer au mieux ces bases et améliorer la prise en charge des requêtes adressées au bureau central d'Interpol à Alger.

Les travaux de cette 22^e conférence dont les organisateurs espèrent que les résultats auxquels vont aboutir les discussions contribueront à optimiser les actions futures d'Interpol, continueront aujourd'hui et se clôtureront demain à l'issue d'une conférence de presse.

53 pays au rendez-vous d'El Bahia

Les travaux de la 22^e Conférence régionale africaine d'Interpol se sont ouverts hier à Oran avec la participation de 53 pays.



La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence de la présidente d'Interpol, Mme Mireille Ballestrazzi, du secrétaire général de la même organisation, M. Ronald K. Noble, et du directeur général de la Sécurité nationale (DGSN), le général-major Abdelghani Hamel.

Une dizaine de directeurs généraux de la police d'une dizaine de pays africains

ainsi que le représentant du Conseil des ministres de l'Intérieur de la Ligue arabe prennent part à cette conférence.

Trois thèmes principaux seront abordés trois jours durant: le terrorisme, le trafic de drogue et la piraterie maritime. Cette session est organisée par la DGSN en collaboration avec l'Organisation internationale de police criminelle (OIPC-Inter-

pol) sous le haut patronage du président de la République, Abdelaziz Bouteflika. La Conférence régionale africaine, qui se tient chaque deux ans, a été fondée en 1962 dans le but d'évaluer l'état de la coopération policière et la lutte contre la criminalité transnationale. Cette rencontre est la deuxième du genre à se tenir en Algérie, après celle organisée à Alger en 1997.

L'Algérie au-devant de la lutte contre la criminalité transfrontalière

Boualem Branki

Lutte contre la criminalité, le trafic de drogue, faire barrage aux différentes formes de terrorisme, et sécuriser les biens et les personnes: ce sont là les grands défis que se fixe la direction générale de la Sécurité nationale (DGSN).

C'est en concentré ce qu'a souligné le général-major Abdelghani Hamel hier à Oran à l'ouverture de la 22^e Conférence régionale africaine d'Interpol.

"L'enjeu actuel et futur réside dans la lutte contre les nouvelles formes du crime organisé et transfrontalier", a-t-il souligné devant un parterre de responsables d'Interpol, dont la présidente Mme Mireille Ballestrazzi. Pour l'Algérie, il s'agit surtout de mettre en œuvre une stratégie efficace de prévention contre le crime organisé, la sécurisation des frontières notamment maritimes et de promouvoir les principes de bonne gouvernance dans le domaine des services de sécurité.

C'est en gros le grand souci d'Interpol: comment s'adapter aux mutations du grand banditisme, le trafic de drogue, le blanchiment d'argent et de la lutte contre le terrorisme et les violences urbaines.

Des thèmes éminemment



d'actualité que la police nationale du reste, tente de gérer au mieux des intérêts de tous. "La société assiste à l'apparition de nouvelles formes de crimes nécessitant l'actualisation des connaissances et des informations pour les combattre", relève dans ce registre la DGSN, selon lequel "cette nouvelle donne nécessite le renforcement de la coopération régionale et internationale à travers l'échange des informations et des expériences".

Face à la multiplication des réseaux de la criminalité notamment en Afrique et ses multiples facettes, il est devenu impératif de développer des mécanismes de coopération au regard des liens qu'entre tiennent le crime organisé avec le terrorisme et leurs corollaires

dont le trafic d'armes, le trafic de drogue et autres.

"Ces crimes sont devenus un handicap pour le développement des pays, ce qui nécessite l'intensification des efforts de lutte avec des approches et stratégies efficaces", estime le général-major Hamel, qui a exprimé la conviction de l'Algérie et sa disponibilité à accroître le niveau de coopération territoriale et régionale et à exporter son expérience pilote en matière de lutte contre le terrorisme au profit des pays, dans le cadre des mécanismes de l'Interpol.

En fait, les efforts de modernisation de la police algérienne et son adaptation aux mutations technologiques ont été relevés par la présidente d'Interpol, qui a qualifié de "fruc-

tueuse" la coopération qu'entre tient son organisation avec l'Algérie. "L'Algérie est très présente, dans le cadre d'Interpol, pour apporter son aide et son soutien nécessaires aux pays qui en ont besoin. C'est une coopération fructueuse qui mérite d'être approfondie davantage, notamment en matière de lutte contre le terrorisme", estime-t-elle.

L'Algérie développe en matière de coopération, une démarche s'inscrivant dans la stratégie d'Interpol visant notamment à effectuer des prospectives et assister les pays membres en matière de formation et de mise à niveau des personnels.

Le conclave d'Oran de l'organisation internationale de la police est ainsi une autre occasion pour les services de sécurité algériens de s'impliquer davantage dans les grands ensembles mondiaux travaillant dans les domaines de la lutte antiterroriste et de la sécurité, autant que dans la protection de l'économie nationale, des biens et des personnes. A Oran, la police algérienne, hôte de la réunion d'Interpol, a montré enfin qu'elle reste aussi près que possible des grandes préoccupations internationales en matière de sécurité et de lutte contre la criminalité transfrontalière.

RÉGIONALE AFRICAINE D'INTERPOL

M^{me} MIREILLE BALLESTRAZZI PRÉSIDENTE D'INTERPOL

L'Algérie, membre essentiel d'Interpol

L'Algérie est un membre essentiel d'Interpol, a affirmé M^{me} Mireille Ballestrazzi, la présidente de cette Organisation internationale de la police criminelle (OIPC), dans son allocution prononcée hier à Oran, lors de la cérémonie d'ouverture de la 22^e Conférence régionale africaine d'Interpol.

Après avoir rappelé que cette rencontre intervient avec la cinquantième année d'adhésion de l'Algérie à Interpol, M^{me} Ballestrazzi a salué dans ce cadre la contribution de l'Algérie «à la sécurité de nos régions» et son engagement résolu dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée, sous toutes ses formes.

«La cause que nous nous sommes engagés à servir est celle d'un monde meilleurs», a indiqué la présidente d'Interpol en soulignant les efforts des pays africains membres de cette organisation, dont l'Algérie à travers le démantèlement de réseaux criminels transfrontaliers.

La criminalité constitue une menace à l'échelle internationale, pesant notamment sur l'économie nationale et son développement au détriment de la santé et de la sécurité des citoyens, a observé M^{me} Ballestrazzi.

La lutte contre les différentes formes de la criminalité appelle au renforcement des capacités des pays membres et de la coopération internationale, a-t-elle précisé, faisant valoir à ce titre les programmes spécifiques mis en œuvre par son organisation. Une nouvelle stratégie est également élaborée pour la période 2014-2016, a-t-elle fait savoir, en mettant l'accent sur les priorités accordées essentielle-



ment au démantèlement des filières criminelles, notamment grâce à l'accès à la base de données d'Interpol. «Les réseaux criminels ont détourné l'innovation technologique», a fait remarquer la présidente d'Interpol pour mettre en exergue l'intérêt du renforcement de la coopération internationale qui constitue, a-t-elle insisté, «un élément clé» de la stratégie de lutte contre la criminalité.

La cérémonie d'ouverture de la 22^e Conférence régionale africaine d'Interpol s'est tenue en présence du Directeur général de la sûreté nationale (DGSN), le général-major Abdelghani Hamel, du secrétaire général d'Interpol, M. Ronald Kenneth Noble, et du vice-président de la région Africaine, M. Mohamed Amadou.

Les travaux de cette rencontre se tiennent trois jours durant au Centre des Conventions Mohamed Ben Ahmed d'Oran (CCO) avec la participation de hauts responsables de police de toute l'Afrique.

Outre l'état d'avancement des initiatives de renforcement des capacités dans la région africaine, la conférence abordera un certain nombre de questions liées à la criminalité internationale, parmi lesquelles le trafic de drogue, la piraterie maritime et le terrorisme.

La coopération avec l'Algérie est «fructueuse»

«L'Algérie est très présente, dans le cadre d'Interpol, pour apporter son aide et son soutien nécessaires aux pays qui en ont besoin. C'est une coopération fructueuse qui mérite d'être approfondie davantage, notamment en matière de lutte contre le terrorisme», a indiqué la présidente de l'organisation policière mondiale.

M^{me} Ballestrazzi a également souligné que l'Algérie développe en matière de coopération, une démarche s'inscrivant dans la stratégie d'Interpol visant notamment à effectuer des perspectives et assister les pays membres en matière de formation et de mise à niveau des personnels.

«Interpol doit être présent dans toutes les zones où la nécessité l'exige. La coopération policière se fait au niveau de l'échange d'informations pour lutter contre le terrorisme et le crime organisé. L'objectif est



Le secrétaire général de l'organisation, M. RONALD K. NOBLE

d'être à la hauteur des défis à relever», a-t-elle ajouté, tout en signalant que plusieurs projets de son organisation sont actuellement en cours de concrétisation en Afrique de l'Ouest et en Libye. Pour sa part, le secrétaire général de la même organisation, M. Ronald K. Noble, a re-

levé le degré de maîtrise de l'Algérie des outils de travail et des moyens de communication d'Interpol. «L'Algérie occupe le cinquième rang en matière d'usage de la base de données de l'Interpol», a-t-il rappelé. «L'Algérie oeuvre à faire connaître ces nouvelles tech-

niques et au renforcement de leur usage dans les pays africains, notamment en matière de lutte contre la drogue», a ajouté M. Ronald K. Noble, tout en qualifiant le corps de police algérien de «fort et professionnel» dans sa lutte contre le terrorisme et le trafic de drogue.

Concernant le trafic de drogue, le SG d'Interpol a rappelé que «ce problème est devenu transnational» et qu'une lutte ardue est lancée contre les réseaux de drogue. «Cette lutte ne peut être efficace qu'avec une coopération plus étroite entre toutes les forces des pays membres pour éradiquer ce fléau», a-t-il souligné. Enfin, les deux responsables ont appelé à l'élargissement de l'utilisation du système de communication policier sécurisé, le I-24/7, au niveau des aéroports et des postes frontaliers pour lutter contre plusieurs fléaux dont les faux papiers et le trafic de drogue.

coup de pays africains touchés par le fléau. «Ces opérations verront la participation de l'ensemble des forces chargées de l'application des lois, la police, les gendarmes, la douane et les gardes-frontières entre autres», a-t-elle précisé.

«Ces actions sont extrêmement fructueuses car, elles permettent la saisie non seulement d'importantes quantités de médicaments contrefaits mais également de la drogue, des armes et de l'ivoire», a ajouté, en outre, M^{me} Ballestrazzi.

APS

M. ABDELGHANI HAMEL
DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE LA SÛRETÉ NATIONALE
L'enjeu actuel est la lutte contre les nouvelles formes de crimes organisés



Le directeur général de la Sécurité nationale (DGSN), le général-major Abdelghani Hamel, a affirmé, hier à Oran, que l'enjeu actuel et futur réside dans la lutte contre les nouvelles formes du crime organisé et transfrontalier.

Intervenant à l'ouverture de la 22^e Conférence régionale africaine d'Interpol, le général-major Hamel a indiqué que «la société assiste à l'apparition de nouvelles formes de crimes nécessitant l'actualisation des connaissances et des informations pour les combattre».

Le directeur général de la Sécurité nationale a ajouté que cette nouvelle donne nécessite le renforcement de la coopération régionale et internationale à travers l'échange des informations et des expériences.

Il a également souligné que le développement des mécanismes de coopération est devenu impératif au regard des liens qu'entretiennent le crime organisé avec le terrorisme et leurs corollaires dont le trafic d'armes, le trafic de drogue et autres.

«Ces crimes sont devenus un handicap pour le développement des pays, ce qui nécessite l'intensification des efforts de lutte avec des approches et stratégies efficaces», a ajouté le général-major Hamel.

Au passage, il a exprimé la conviction de l'Algérie et sa disponibilité à accroître le niveau de coopération territoriale et régionale et à exporter son expérience pilote en matière de lutte contre le terrorisme au profit des pays, dans le cadre des mécanismes de l'Interpol.

Le responsable a abordé, dans son allocution, les différentes réformes concrétisées au niveau des structures de la direction générale de la Sécurité nationale, notamment la modernisation du système de formation et le recours aux hautes technologies d'information et de communication (TIC).

Le général-major Hamel a appelé également au développement des mécanismes d'aide aux pays africains en matière de lutte contre les différentes formes de criminalité par l'exportation des connaissances et des experts dans le domaine de la formation et de l'assistance technique.

Les médicaments contrefaits font des ravages en Afrique

La présidente d'Interpol, M^{me} Mireille Ballestrazzi, a appelé, hier à Oran, les pays africains à se mobiliser davantage et à intensifier leur coopération pour lutter contre le problème des médicaments contrefaits, qui «font des ravages en Afrique», a-t-elle indiqué, avant de révéler que ce phénomène ne cesse de faire des victimes non seulement en Afrique mais également en Asie. «Son éradication est devenue plus qu'une priorité pour nous», a-t-elle souligné, au cours d'une conférence de presse, tenue en marge de la

22^e Conférence régionale africaine de l'Interpol, ouverte dans la matinée.

«Il existe actuellement une prise de conscience à l'échelle internationale sur l'ampleur de ce phénomène qui touche directement à la santé et la vie des personnes mais également sur la nécessité de le combattre par tous les moyens», a expliqué M^{me} Ballestrazzi. A ce titre, elle a précisé que des opérations de contrôles combinées et simultanées des frontières seront lancées dans un futur proche dans beau-

ALGÉRIE - MALI

M. Sellal reçoit le représentant spécial du SG de l'ONU pour le Mali

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a reçu lundi à Alger le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour le Mali et chef de la Minusma (Mission intégrée de stabilisation multidimensionnelle des Na-

tions unies au Mali), Albert Gérard Bert Koenders, qui effectue une visite de travail en Algérie, a indiqué un communiqué du cabinet du Premier ministre.

L'audience, qui s'est déroulée en présence du ministre des

Affaires étrangères, Mourad Medelci, «a essentiellement permis d'évaluer la situation dans la sous-région en rappelant la disponibilité de l'Algérie à contribuer à un retour rapide à la sécurité et la stabilité».

M E D E L C I

L'Algérie plaide pour une solution politique en Syrie

L'Algérie a réitéré, lundi soir par la voix de son ministre des Affaires étrangères Mourad Medelci, sa position d'aller vers une «solution politique» en Syrie tout en «condamnant la violence d'où qu'elle vienne».

«L'Algérie a toujours condamné la violence d'où qu'elle vienne lorsqu'il s'est agi de l'utilisation des armes chimiques en Syrie», a indiqué M. Medelci ajoutant que «l'Algérie a toujours été pour des solutions politiques».

Le ministre qui était l'invité du Journal télévisé de Canal Algérie, a réitéré aussi que la position de l'Algérie est «adosée au droit international», rejettant ainsi la position «de passer outre le droit international et aller vers une frappe (contre la Syrie), dont les implications sont ignorées».

En ce sens, le chef de la diplomatie algérienne a souligné la «nécessité de réunir des informations sûres, crédibles et complètes sur la situation en termes d'armes chimiques en Syrie et sur l'usage qui en a été fait», dans le but, a-t-il dit, d'établir «le niveau de responsabilité et d'apporter la solution la plus adaptée».

M. Medelci a en outre précisé que lorsque les solutions politiques dépassent le cadre du pays lui-même, l'Algérie plaidera pour que des solutions soient portées par la communauté internationale dans le respect de la légalité internationale.

Enchaînant sur la Ligue des Etats arabes, le ministre a fait remarquer que la position de l'Algérie est «toujours observée en raison du poids du pays sur la scène diplomatique et de son expérience au regard de la

lutte contre le terrorisme».

L'Algérie n'est pas isolée et beaucoup de pays, y compris ceux de la Ligue des Etats arabes, se rattachent à sa position, à savoir ne pas interférer dans les affaires internes des autres pays et surtout refuser toutes actions étrangères, notamment militaire», a-t-il indiqué.

Il a en outre expliqué qu'il n'y a pas de consensus au sein de la Ligue sur la façon de régler le problème (syrien), mais il y a un «consensus sur la condamnation de la violence, l'usage des armes chimiques et la nécessité d'identifier les responsables», a-t-il ajouté. M. Medelci a soutenu dans ce contexte que l'Algérie, en tant que pays arabe ne veut pas apporter «une contribution à une nouvelle responsabilité de ce type», en réponse à une question sur une éventuelle intervention militaire en Syrie.

C'est une position que nous défendons dans la lumière car nous essayons de faire en sorte que la solution politique nous regroupe tous et regroupe les Syriens pour les accompagner ensuite», a-t-il dit, qualifiant cette solution de «duriable».

Egypte et «printemps arabe» : l'Algérie respecte la volonté des peuples

Abordant la situation en Egypte, M. Medelci a réaffirmé la volonté de l'Algérie de «continuer de coopérer avec ce pays et de travailler d'Etat à Etat», ajoutant que l'Algérie et l'Egypte «n'ont pas d'autres choix que de travailler ensemble».

Il a également constaté «avec satisfaction» que la transition en Egypte respecte sa feuille de route. Invité à s'exprimer sur ce

qui est appelé «printemps arabe», M. Medelci qui a «refusé de faire le moindre commentaire», a toutefois rappelé que «l'Algérie, fidèle à un des principes cardinaux de sa diplomatie, respecte la volonté des peuples».

Nous respectons la responsabilité des peuples et une fois que le peuple a désigné ses responsables, nous entretenons des relations de suivi avec ces mêmes responsables, qu'ils s'agisse de la Tunisie, de la Libye ou de l'Egypte», a-t-il indiqué, soulignant qu'«il a fallu du temps pour comprendre la position algérienne».

Le devoir de l'Algérie d'aider le Mali

A une question sur le Mali qui a un nouveau président, en l'occurrence Ibrahim Boubacar Keïta, M. Medelci a qualifié cette élection de «bon départ».

Le peuple malien s'est approprié son destin et a choisi son président avec qui l'Algérie entend entretenir des relations de suivi et de coopération», a déclaré le ministre, précisant qu'il s'agit de «partager une étape difficile de reconstruction des institutions maliciennes et de répondre aux attentes du peuple malien dans tous les domaines». Pour M. Medelci, les priorités du président malien consistent en le dialogue et la réconciliation nationale, estimant à cet égard que c'est «un devoir pour l'Algérie d'aider le Mali». C'est un message d'espoir que nous lancerons à ce pays et l'Algérie sera toujours disponible pour l'aider à reconstruire ses institutions et son armée et travailler également ensemble sur des pôles de développement, notamment frontaliers.

L'Algérie fera face à ses responsabilités pour protéger ses frontières

L'Algérie fera face à ses responsabilités pour protéger ses frontières, a affirmé, lundi soir, le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci.

«Il faut être vigilants et nous faisons face à nos responsabilités pour protéger notre pays tout en coopérant dans ce cadre avec les pays du voisinage», a souligné M. Medelci qui était l'invité du Journal télévisé de Canal Algérie.

«Nous travaillons avec les Libyens, les Maliens, les Tunisiens, les Nigériens et les Mauriciens, mais aussi avec les pays du champ et du Sahel», a-t-il dit, soutenant qu'il s'agit d'intégrer cet espace à sécuriser dans un environnement beaucoup plus large, englobant l'en-

semble des pays sahélios-sahéliens».

Pour M. Medelci, l'objectif de l'Algérie pour les pays du champ et les pays de l'espace sahélien consiste à travailler sur le renseignement et soutenir chacun des pays, dans les dispositions qu'il prend, pour assurer ses propres frontières.

En ce sens, le chef de la diplomatie algérienne a affirmé que le président de la République, Abdelfaziz Bouteflika, accorde une «grande importance» à cette question et reçoit à chaque fois le chef d'état-major de l'Armée populaire nationale pour faire le point régulièrement sur ces questions.

Dans le même sillage, M. Medelci a considéré que le concept

du «terroriste jihadiste» a changé dans la mesure où les pays font face désormais à un «nouveau terrorisme», a-t-il dit.

Il a estimé en outre que les pays du voisinage, du champ et de la région du Sahel y feront face «sans la volonté d'exclure qui que ce soit».

Ce qui doit nous réunir, c'est la raison, l'intelligence commune et la volonté de donner une réponse aux attentes des populations (de la région)», a ajouté le ministre, soulignant qu'«ensemble nous serons en mesure de neutraliser le terrorisme, pas par des moyens armés uniquement mais aussi par des moyens de compréhension et pédagogiques, c'est-à-dire la défense par nous-mêmes et du peuple contre

le terrorisme».

Rappelant que l'Algérie a pour vocation de mettre ses services chargés de la sécurité en synergie et en intelligence commune avec les autres pays, dans le respect de ses principes, il a relevé qu'il y a des dispositions «opérationnelles» avec les pays voisins qui sont en train de gagner en intensité et en efficacité.

«Nous ne pouvons pas dire que nous avons atteint l'optimum, mais nous devons encore travailler pour faire en sorte que la violence terroriste recule», a-t-il soutenu, estimant qu'«aucun pays n'est à l'abri du terrorisme, lequel est aujourd'hui associé insidieusement au crime organisé et au trafic des êtres humains et de drogues».



Intervention des Forces navales pour circonscrire un incendie à bord d'un navire étranger

Les Forces navales algériennes ont intervenu dimanche pour circonscrire un incendie déclaré à bord d'un navire marchand, battant pavillon tanzanien, navigant à 43 miles de Djedjed, à

«Suite au signalement, le 8 septembre 2013 à 8 h 25 mn, par le patrouilleur militaire français +Commandant Birot+ d'un incendie à bord d'un navire marchand 'Lunas-s' battant pavillon

tanzanien, à son bord huit (8) personnes à 43 miles Nord-Nord-Est de Djedjed, un plan de recherche et de sauvetage a été activé», a précisé la même source.

Ce plan de sauvetage comprend l'intervention d'un remorqueur de haute mer, un hélicoptère de recherche et de sauvetage des Forces navales, une vedette de sauvetage du Groupement Territorial des Gardes-côtes de Annaba et une vedette du Groupement Territorial des Gardes-

côtes de Djedjed», a expliqué le communiqué, précisant que «le remorqueur de haute mer a participé à l'extinction de l'incendie et au refroidissement des parois du navire».

«Cette opération (de sauvetage) a pris fin le même jour (dimanche) à 16 h 25 mn et le navire en question a repris sa route avec une vitesse réduite, à son bord une partie de l'équipage», a fait savoir la même source.

APS

ALGÉRIE - ROYAUME-UNI



Le Premier ministre, M. Abdelmalek Sellal, a reçu lundi à Alger le représentant du Premier ministre britannique, Lord Richard Risby, en visite de travail en Algérie, a indiqué le cabinet du Premier ministre dans un communiqué.

M. Sellal reçoit le représentant du Premier ministre britannique

«La rencontre, qui a donné lieu à un examen approfondi de la situation de la coopération entre les deux pays, a permis, par ailleurs, au Premier ministre de faire état de la vision et des attentes du gouvernement algérien quant à l'évolution du partenariat en

cours dans les différents domaines, notamment l'industrie, la santé et l'éducation», a précisé la même source.

A cet égard, M. Sellal a «confirmé à son interlocuteur la volonté de l'Algérie de réunir toutes les conditions nécessaires pour pro-

mouvoir et diversifier davantage les relations économiques entre les deux pays», a indiqué le communiqué.

L'audience s'est déroulée en présence du ministre de l'Energie et des Mines, M. Youcef Yousfi, a conclu la même source.

Signature prochaine d'un protocole de coopération dans le domaine de l'éducation

Un protocole de coopération dans le domaine de l'enseignement de l'anglais et la formation des enseignants algériens dans cette langue sera signé prochainement entre l'Algérie et la Grande Bretagne, a annoncé lundi le ministre de l'Education nationale, Abdellatif Baba Ahmed.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de l'audience qu'il a accordée au représentant spécial du Premier ministre britannique pour le partenariat économique avec l'Algérie, Lord Richard Risby, M. Baba Ahmed a indiqué que la rencontre a porté notamment sur «un projet qui sera signé dans les jours à venir».

Il s'agit, a-t-il dit, de «l'évaluation des enseignants de l'anglais et la révision des programmes scolaires de certaines classes». De son côté, Lord Richard Risby a indiqué avoir évoqué avec le ministre «les points ayant trait au protocole sur le renforcement de la coopération bilatérale dans le domaine de l'éducation notamment pour ce qui est de la formation et de l'évaluation du cursus des enseignants algériens de l'anglais». Il a souligné que la rencontre a constitué une occasion pour adresser une invitation à M. Baba Ahmed pour prendre part à une conférence «importante» des ministres de l'éducation qu'abritera la Grande-Bretagne en janvier 2014.

LORD RISBY Le Royaume-Uni disposé à promouvoir l'enseignement de l'anglais en Algérie

Le représentant du Premier ministre britannique, Lord Richard Risby, a indiqué lundi à Alger que son pays était disposé à promouvoir l'enseignement de la langue anglaise en Algérie, notamment dans les universités. «Nous sommes prêts à contribuer à la promotion de la langue anglaise en Algérie, notamment dans les universités», a fait savoir, Lord Risby, lors d'une audience que lui a accordée le ministre de

l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Rachid Haraouia. Soulignant la «qualité et la «diversification» de la coopération algéro-britannique, Lord Risby a précisé que l'enseignement de l'anglais occupe une part «considérable» dans le partenariat entre les deux pays eu égard à la demande croissante enregistrée dans ce domaine en Algérie. Lord Risby a, à cette occasion, invité M.

Haraouia à prendre part à la Conférence internationale sur l'éducation et l'enseignement qu'abritera Londres en janvier prochain et qui verra la présence des ministres de l'éducation de plusieurs pays. De son côté, M. Haraouia a estimé que l'apprentissage de la langue anglaise est un «outil essentiel» pour le savoir, puisque a-t-il dit «90% des publications scientifiques et universitaires sont en anglais».

Le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, Abdelmadjid Tebboune, s'est entretenu hier à Alger, avec le représentant spécial du Premier ministre britannique pour le partenariat économique avec l'Algérie, Lord Richard Risby, des moyens de développement de «la coopération entre les deux pays dans le domaine de l'habitat et de l'urbanisme». La rencontre qui s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations bilatérales a permis d'évoquer «les moyens de développer la coopération, sous toutes ses formes», a indiqué un communiqué du ministère. Les deux

parties ont procédé également à un échange de vues sur les moyens susceptibles de permettre aux entreprises britanniques de contribuer à la réalisation de structures et équipements publics dont des hôpitaux répondant aux normes mondiales.

Lors de cette entrevue, M. Tebboune a salué la coopération dans le secteur du bâtiment entre les deux pays amis alors que Lord Richard Risby a souligné la disposition de son pays à promouvoir la coopération entre les deux pays.

APS

La coopération dans l'urbanisme sera renforcée

ALGÉRIE-CUBA M. Guenaïzia reçoit l'ambassadeur de Cuba en Algérie

Le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, M. Abdelmalek Guenaïzia, a reçu hier à Alger l'ambassadeur de la République de Cuba en Algérie, M. Eumelio Caballero Rodriguez, a indiqué le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. L'audience s'est déroulée au siège du ministère de la Défense nationale, a précisé la même source. Il s'agit d'une visite de courtoisie à l'occasion de la fin de la mission diplomatique de M. Eumelio Caballero Rodriguez, en Algérie, a ajouté le communiqué.

ALGÉRIE - AFRIQUE Assemblée générale extraordinaire de l'union des CES africains à Alger

L'Union des conseils économiques et sociaux et institutions similaires d'Afrique (UCESA) a tenu lundi à Alger une assemblée générale extraordinaire centrée sur l'adoption de son rapport d'activité 2012 et l'élection des membres de son nouveau bureau exécutif.

Cette rencontre, tenue en présence du président du Conseil national économique et social (CNES), Mohamed Seghir Babes, a été présidée par le Guinéen Michel Kamano, président en exercice de l'UCESA. L'ordre du jour de cette réunion porte sur l'examen et l'adoption du rapport d'activité de l'UCESA durant la période allant de mai 2012 à septembre 2013, l'élection des membres de son nouveau bureau exécutif et la passation de la présidence de cette association panafricaine au Sénégal. Les présidents des conseils économiques et sociaux d'une dizaine de pays africains ont participé à cette réunion, qui se tient à la veille de la 13ème rencontre de l'Association internationale des conseils économiques et sociaux et institutions similaires (AICESIS), prévue à Alger à partir de mardi.

ALGERIE - CORÉE DU SUD Impulsion à la coopération bilatérale

Dans le cadre de la poursuite du programme de coopération entre les services du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la Prospective et des Statistiques et le ministère sud-coréen des Stratégies et des Finances et l'Institut coréen de développement - KDI, à travers le programme de partage de connaissances (KSP) 2013 - 2014, douze (12) cadres relevant des services du secrétaire d'Etat et des autres départements ministériels concernés ont effectué une mission de travail à Séoul- Corée du Sud et ce, du 01 au 07 septembre 2013.

La mission a permis aux cadres concernés de poursuivre avec les représentants de KDI la mise en œuvre des projets inscrits au titre de la feuille de route du programme 2013 - 2014, qui s'articule essentiellement autour des (1) mécanismes d'application de la vision Algérie 2030 et (2) du lancement de l'Institut algérien des Etudes de développement. En outre, la délégation algérienne a été conviée à prendre part à plusieurs séminaires encadrés par des experts coréens de haut niveau et qui ont porté sur des thèmes en rapport avec l'objet de la mission, notamment la modeusation macro-économique et l'élaboration des scénarios, ce qui dénote de la réussite de mission.

HABITAT

M. Tebboune attend 250 000 unités



Le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, Abdelmadjid Tebboune, a exhorté lundi les directeurs de wilaya du secteur à respecter l'objectif du ministère pour l'année 2013 portant réalisation de 650 000 unités de différentes formules et la réception d'au moins 250 000 unités. Le ministre a indiqué lors d'une réunion d'évaluation avec les directeurs de l'habitat, de l'urbanisme et des équipements publics des wilayas de l'est du pays que toutes les facilités administratives, financières et réglementaires ont été accordées pour le lancement des différents projets de logements à travers le pays et leur réception dans les délais.

Sur un objectif de mise en chantier de 329 000 logements à travers le pays, quelque 275 000 logements, toutes formules confondues, ont été lancés à fin août, selon un bilan du ministère présenté la semaine dernière.

Par ailleurs, 110 000 unités ont été réceptionnées dans le cadre des différentes formules (logement rural, social locatif, promotionnel aidé et location vente) pour la même période sur un objectif de 129 350 logements. M. Tebboune a appelé les directeurs du secteur à « poursuivre le lancement du programme spécial consacré au logement rural » recommandant aux responsables de wilaya de ne pas réaliser des logements ruraux sous forme d'agglomérations au niveau des communes et des daïras à forte concentration de population.

Le ministre a précisé à ce propos que « les agglomérations à forte concentration de population seront désormais interdites ». M. Tebboune a souligné par ailleurs l'importance du suivi périodique des différents projets de logements et d'équipements publics affirmant la détermination de son secteur d'élaborer un bilan mensuel des différents projets en réalisation au lieu du bilan trimestriel en vigueur actuellement. Après avoir passé en revue le bilan de chaque wilaya au mois de juin, le ministre a insisté sur la nécessité d'accélérer la cadence de réalisation de logements et le suivi sur le terrain et de prendre les mesures nécessaires à l'encontre des entreprises qui ne respectent pas les termes de leurs contrats de réalisation.

Évoquant la réalisation de pôles urbains à Béjaïa et la nouvelle ville Draâ Er-Riche à Annaba, le ministre a appelé à accélérer les premières études techniques exprimant sa satisfaction du niveau d'avancement des travaux au niveau des chantiers de réalisation de type location-vente lancés il y a quelques mois.

Le directeur général de l'Habitat au ministère, Nasserine Azem, a déclaré, pour sa part, que le problème de manque de foncier a été à l'origine du retard de lancement de 42 000 unités au niveau national soulignant que la concrétisation des projets d'habitat était en bonne voie.

RÉALISATION DES CENTRALES ÉLECTRIQUES

Boutarfa : « Sonelgaz va abandonner la formule clé en main »

Le groupe Sonelgaz compte abandonner progressivement la formule clé en main dans l'attribution des marchés de réalisation des centrales électriques, une décision qui va réduire le coût de construction de ces usines, a annoncé lundi à Alger son P-DG, Nourredine Boutarfa.

« Sonelgaz a décidé d'abandonner d'ores et déjà le clé en main pour les postes et lignes électriques haute et très haute tension. Pour les centrales électriques le clé en main sera abandonné progressivement dans l'objectif de domicilier la fabrication des équipements en Algérie », a déclaré M. Boutarfa au cours d'une conférence de presse sur les réalisations et les investissements de son groupe.

Le P-DG de Sonelgaz a écarté tout lien entre cette décision et les présumés scandales de corruption, liés à l'attribution de deux centrales électriques par le biais de la formule clé en main. Mais il a reconnu que cette décision, tant souhaitée, par son groupe devrait réduire sensiblement les coûts de réalisation des centrales électriques. En domiciliant en Algérie la fabrication de quelque lots de centrales électriques, Sonelgaz « va réduire les coûts des contrats EPC (Engineering, procurement & construction ou clé en main). Cette politique nous a aidé à ramener les coûts d'une centrale de 8 000 MW au prix de celle de 2 500 MW », a-t-il illustré. « Nous sommes sur les meilleures prix pratiqués sur les marchés internationaux », a-t-il dit. Selon le dirigeant de Sonelgaz cette décision est un retour à la politique qui a prévalu avant la promulgation de la loi 2002

sur l'électricité et qui donnait à la Sonelgaz le monopole dans la réalisation des centrales électriques en s'appuyant sur des projets d'intégration industrielle.

Avec la loi de 2002, a-t-il expliqué, ce monopole a été enlevé à Sonelgaz. Les entreprises qui ont construit des centrales électriques après cette date se souciaient peu de l'intégration industrielle et recouraient à la formule clé en main pour l'acquisition de ces centrales. « Ces entreprises avaient des stratégies commerciales et n'ont pas des stratégies d'intégration industrielle », a tenu à préciser M. Boutarfa. La première étape dans l'application de la décision de l'abandon du clé en main a été franchie à l'issue de l'ouverture des plis des offres portant fourniture d'îlots de puissance associée.

Encourager la fabrication de composants des centrales

Selon le P-DG, la société retenue à cet effet s'est engagée à s'associer en partenariat avec Sonelgaz dans la réalisation d'un complexe industriel pour fabriquer en Algérie des turbines à gaz et des turbines à vapeur, des alternateurs ainsi que leurs systèmes de contrôle commande. Dans une deuxième étape, qui est en cours, il est attendu la réalisation en Algérie d'autres équipements essentiels en partenariat ou par l'acquisition d'une licence.

Il est prévu dans ce cadre de créer en partenariat avec des groupes étrangers une société spécialisée dans l'EPC, c'est à dire dans la réalisation complète du projet afin d'investir l'engineering de détail et d'approvisionnement qui permettra à



l'avenir au groupe Sonelgaz de réaliser des centrales électriques en lots totalement décomposés, a fait savoir le dirigeant du groupe. La décomposition de lots favorisera la fabrication de bon nombre d'autres composants en Algérie, a précisé par ailleurs M. Boutarfa. Par ailleurs et toujours dans l'électricité le P-DG de Sonelgaz a affirmé que la demande en électricité durant l'été a été satisfaite grâce aux investissements consentis par les sociétés du groupe qui ont permis de mobiliser une puissance de 12 149 MW.

« Aucun délestage n'a été opéré sur le réseau interconnecté nord et la qualité de service même si elle reste à améliorer a été nettement meilleure que celle de l'été 2012 », a-t-il indiqué à ce propos.

« Le contexte de croissance forte de la demande exige en permanence la mise en service de nouveaux moyens de production, soit près de 2 000 MW par an pendant dix ans et 2,5 milliards de dollars d'investissements chaque année », a avancé M. Boutarfa.

Plus de 4 050 places de formation offertes à Tamanrasset

Un total de 4 058 places de formation sont offertes pour la rentrée de la formation professionnelle (session d'octobre 2013), dans la wilaya de Tamanrasset, a-t-on appris auprès de la direction locale de la formation et de l'enseignement professionnel (Dfep). Ces places se répartissent sur les différentes formules de formation, dont la formation résidentielle (1 320 postes), l'apprentissage (910), la formation en milieu rural (180), la formation de la femme au foyer (1 050) et les cours du soir (460), a précisé le chef de service de l'organisation à la Dfep de Tamanrasset. M. Rabhi Ayachi a fait état aussi de 135 postes retenus pour la formation des pensionnaires des établissements pénitentiaires et de 210 autres pour la formation qualifiante. La nomenclature des filières de la formation professionnelle s'est vue étendue, cette saison, de nouvelles spécialités, dont la gestion de la sécurité des réseaux informatiques, l'informatique de gestion, la soudure de pipes, le bâtiment, en plus de l'ouverture, au niveau des structures de formation de la région d'In-Salah, des spécialités de l'agronomie saharienne et de l'électricité bâtiment, a-t-on indiqué.

Une caravane de sensibilisation, composée de cadres du secteur et de représentants du dispositif de soutien à l'emploi des jeunes, sillonne actuellement les différentes régions de la wilaya, afin de vulgariser les opportunités de formation offertes par le secteur. Le programme de cette caravane a été arrêté en coordination avec les comités de quartiers, a-t-on fait savoir de même source.

CONSTANTINE : AUTOROUTE EST-OUEST

Le tronçon El Meridj-Zighoud Youcef ouvert à la circulation

Le tronçon de l'autoroute Est-Ouest reliant les localités d'El Meridj et de Zighoud Youcef (Constantine), d'un linéaire de 34 km, a été ouvert à la circulation lundi en présence du ministre des Travaux publics, Ammar Ghoul. Ce segment autoroutier dont l'axe principal totalise 27 km, et qui comprend également deux tunnels d'une longueur respective de 1,9 km et de 700 m environ, permettra le décongestionnement de la circulation automobile sur la route nationale (RN) n° 3 menant vers la wilaya de Skikda.

La cérémonie d'ouverture du tronçon autoroutier qualifié de « névralgique », desservant les wilayas cottières de Skikda, Annaba et El Tarf, a été marquée par la présence des walis de Constantine et Skikda, M.M. Nourredine Bedoui et Mohamed Bouderbali, ainsi que de l'ambassadeur du Japon à Alger, M. Tsukasa Kawada.

Le sens « retour » (Zighoud Youcef-El Meridj) sera ouvert à la circulation « d'ici à trois semaines », a indiqué le ministre, faisant part de l'importance de ce tronçon dans l'amélioration des conditions de déplacement des automobilistes.

Les travaux de réalisation de ce tronçon dans le sens du retour vers El Meridj « tiennent à leur fin » a encore affirmé le ministre, précisant que des instructions fermes ont été données aux responsables de l'Agence nationale des autoroutes (ANA) et du Consortium japonais Coajaal pour respecter le délai de trois semaines.

« L'autoroute Est-Ouest de l'Algérie indépendante constitue un acquis de première importance qu'il faut absolument préserver », a insisté M. Ghoul, appelant les Algériens à « préserver et à valoriser ce bien inestimable ». Le ministre qui a rendu un vibrant hommage aux forces de sécurité et aux responsables locaux qui ont accompagné « pas à pas » la réalisation de ce chantier, a indiqué que les Algériens ont « aujourd'hui acquis, grâce à ce projet, l'ex-

périence nécessaire qui leur permettra de réaliser eux-mêmes leurs grandes infrastructures de base ». M. Ghoul a affirmé dans ce contexte qu'environ 500 techniciens et experts en travaux publics seront engagés d'ici à la fin de l'année 2014 pour accompagner les travaux de réalisation des multiples projets déjà lancés ou en cours de lancement.

L'Algérie qui ne disposait jusqu'à 2003 que de 300 km d'autoroute, est forte aujourd'hui de près de 4 700 km d'autoroutes et de voies express, a encore indiqué M. Ghoul, soulignant qu'il est prévu d'atteindre « dans quelques années » 8 000 km d'autoroutes et de voies express à travers le pays. Qualifiant l'autoroute Est-Ouest de « véritable victoire pour l'Algérie », M. Ghoul a indiqué que cet acquis « n'est qu'un début » dès lors, a-t-il précisé, que plusieurs autres projets, comme l'autoroute des Hauts-Plateaux et plusieurs raccordements de l'autoroute Est-Ouest aux ports et à plusieurs villes, seront également réalisés.

Il a de nouveau insisté sur « l'urgence de doter l'autoroute Est-Ouest des « bordures vertes » pour « mettre en valeur les paysages traversés (à) et participer à lutter contre le phénomène des glissements de terrain ».

De son côté l'ambassadeur du Japon à Alger, soulignant l'importance de ce projet qui a permis de « rapprocher davantage les deux peuples », a fait part de la « complexité » des interventions effectuées pour maîtriser les glissements de terrain constatés sur le tronçon Constantine-Skikda. Le ministre s'est ensuite rendu sur le chantier du viaduc transhrumel, en construction au cœur de la ville de Constantine, où il s'est enquis de la cadence imprimée aux travaux par le groupement brésilien Andrade-Gutierrez, en charge du projet.

M'sila

Faux commandant de l'ANP vrai escroc

Les éléments de la brigade de la gendarmerie de M'sila, 96 kilomètres au sud du chef lieu de la wilaya de M'sila ont mis fin en début de semaine aux activités nuisibles d'un individu, répondant aux initiales Z. Y., âgé de 45 ans, et qui se faisait passer à qui voulait négocier avec lui pour un commandant de l'ANP, a-t-on indiqué de source autorisée.



En effet, cet individu sans scrupule a induit pas mal d'habitants de la wilaya en erreur en se faisant passer pour un ancien officier de l'ANP et qui leur promettait de régler leurs problèmes. L'une de ses victimes est un père d'un jeune impliqué dans une affaire de terrorisme à qui il a promis de l'aider contre une somme de 120 millions de centimes dont il a déjà empoché 57 millions de centimes.

Néanmoins, les investigations des gendarmes ont aussitôt abouti à découvrir le pot aux roses après la vérification de son identité. Agissant sur information, les gendarmes ont filé le

personnage pendant plusieurs jours avant de "l'épingler" en flagrant délit en possession de cachets humides imités de plusieurs institutions de l'Etat et de divers documents.

En tout état de cause, les éléments des services de la gendarmerie sont vigilants pour anéantir toute tentative de ce genre. Interrogé dans un premier temps, le faux officier, a été présenté ensuite par devant le magistrat instructeur, près le tribunal de Boussaâda, qui a ordonné à son encontre une détention préventive pour escroquerie et usurpation d'identité.

Mouad B.

La gendarmerie libère une jeune fille enlevée à Ouled Addi Guebala

Les éléments de la brigade de Gendarmerie nationale de la commune d'Ouled Addi Guebala, à une trentaine de kilomètres du chef lieu de la wilaya de M'sila ont libéré, en fin de semaine, une jeune fille enlevée et séquestrée par un individu, au niveau de ladite commune, a-t-on appris auprès de ce corps de sécurité. Les gendarmes ont été alertés, à l'aide du numéro vert 10-55, par le père de la victime qui les a avisés de l'enlèvement, de sa fille âgée de 22 ans par un jeune homme circulant à bord d'un véhicule léger. Les recherches entreprises par les gendarmes, renforcées par ceux de la section de sécurité et d'intervention du groupement, ont abouti à l'interpellation de l'individu, H. N., âgé de 28 ans, auteur présumé de l'enlèvement et du viol, et à la libération de la jeune fille.

Une enquête est ouverte par la brigade de Gendarmerie nationale.

Mouad B.

Saisie de 15 quintaux de tabac à chiquer à Khoubana

Les éléments de la brigade de Gendarmerie nationale de Khoubana, à 68 kilomètres de M'sila, ont, en fin de semaine dernière, intercepté dans une ferme de la région, 15 quintaux de tabac à chiquer contrefait, un lot d'emballages vides ainsi que du matériel de fabrication d'emballage sans autorisation.

Le pot aux roses a été découvert suite à des informations sur la fabrication et la commercialisa-

tion de ce produit. Cinq personnes ont été arrêtées dans cette opération. On apprend aussi que l'affaire est entre les mains de la justice.

Il va sans dire que la production sauvage de tabac comporte de nombreux risques pour le consommateur qui ignore, bien souvent, les conditions dans lesquelles ont été fabriqués les produits qu'il achète.

Mouad B.

Bordj Bou-Arréridj

Sit-in des exclus du concours d'enseignants

Plusieurs licenciés en psychologie et sciences de l'éducation exclus du concours de recrutement d'enseignants se sont rassemblés hier, pour la deuxième journée consécutive, devant le siège de la direction de l'Education de Bordj Bou-Arréridj avant de marcher vers le siège de la wilaya où ils ont observé un sit-in, pour dénoncer leur exclusion injuste de la liste des candidats retenus pour les épreuves de sélection qui aura lieu jeudi 12 septembre.

Ce concours devait permettre de pourvoir 47 postes seulement d'enseignants dont 37 au secondaire. Certains postulants qui ont vu leurs noms exclus de la liste des candidats, ont manifesté leur mécontentement, surtout qu'ils ont déposé leurs dossiers et ils ont même des convocations pour cette date. « Je ne comprends pas pourquoi ils ont accepté le dépôt du dossier pour me dire par la suite que je n'ai pas le droit de concourir », s'est demandée cette jeune licenciée qui ajoute que dans d'autres wilayas les mêmes diplômes sont acceptés. Des représentants de ces jeunes ont été reçus par le PAPW de Bordj Bou-Arréridj, M. Djoudi Abdelfetah.

Mouad B.

Des jeunes bloquent le siège de l'APC d'El Maïen

Les jeunes habitants de la commune d'El Maïen, 50 kilomètres au nord de Bordj Bou-Arréridj ont, dans la matinée d'hier, bloqué l'accès au siège de la commune. D'autres personnes ont bloqué la circulation automobile sur l'axe routier principal en utilisant des pneus brûlés. De leur côté, les commerçants ont baissé leur rideau. Les protestataires, tous des jeunes, ont manifesté leur colère contre l'enclavement de la région. Ils réclament des terrains de sports et de loisirs. « Nous sommes privés de tout dans cette région enclavée », disent les protestataires. « Ni nos élus locaux ni les responsables ne viennent nous voir », ajoutent-ils.

Mouad B.

LA FOUDRE S'ABAT SUR UNE CITÉ Trois voitures brûlées

Les pompiers sont intervenus une cinquantaine de fois.

La foudre est tombée sur la cité 130-Logements, en plein centre ville de Bordj Bou-Arréridj, hier aux environs de 2h30, ont indiqué les pompiers.

Ces derniers sont aussi intervenus une cinquantaine de fois dans plusieurs quartiers de la ville en raison d'inondations dans des caves et des routes inondées dans le centre-ville et en périphérie.

Mouad B.

TIPASA:

Le taux de couverture sécuritaire dans les territoires de compétence de la Gendarmerie a atteint 86%

Le taux de couverture sécuritaire au niveau des territoires de compétence de la Gendarmerie nationale, dans la wilaya de Tipasa, a atteint 86%, et le commandement de cette institution œuvre pour assurer une couverture totale (100%) dans les prochaines années, a indiqué, hier, le commandant du groupement de wilaya.

Le même responsable a, en outre, indiqué que la sécurité dans ces quatre communes est actuellement assurée par les éléments des brigades avoisinantes, rappelant que le numéro vert (55/10) est mis à la disposition des habitants pour signaler tout événement incident et solliciter l'intervention des éléments de la Gendarmerie nationale. Les unités de la

Gendarmerie nationale à l'ouest de Tipasa ont été renforcées, récemment, par un groupe d'intervention rapide au niveau de la commune de Koléa, et deux autres groupes similaires seront «bientôt» installés à Tipasa et Sidi Ghiles, a-t-il encore indiqué.

La situation sécuritaire dans la wilaya n'est pas inquiétante, a estimé le lieutenant-colonel Bouzid, se référant au bilan des activités de la Police judiciaire durant les trois derniers mois, où 50 affaires ont été traitées avec la saisie de deux (2) kg de kif traité et la mise en détention préventive de 14 personnes.

BOUMERDÈS

Une tentative de kidnapping de deux fillettes déjouée à Dellys

Une tentative de kidnapping de deux fillettes, âgées de 7 et 11 ans, a été déjouée, dernièrement, par les services de sécurité dans la ville de Dellys (Boumerdès), a-t-on appris hier auprès de la sûreté de wilaya.

Une veuve sans enfants de 61 ans, originaire de Bordj Menaiel, était derrière cette tentative d'enlèvement de ces deux fillettes, qu'elle voulait exploiter dans la «pratique de la mendicité sur les routes», a expliqué à l'APS, le responsable de la cellule de communication à la sûreté de wilaya.

Cette opération a été déjouée grâce à la vigilance de citoyens de la ville de Dellys, qui se sont rendus compte du stratagème de la mise en cause qui a été arrêtée en flagrant délit de tentative de fuite avec ses deux victimes vers une destination inconnue, a précisé la même source. La mise en cause a été présentée devant le parquet de Dellys, qui a déféré l'affaire devant le juge d'instruction auprès du même tribunal qui a ordonné sa mise en détention préventive pour «tentative de kidnapping et mendicité».

La CNAC de Batna a participé au financement de 2.300 projets depuis sa création

La Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC) de Batna a participé, depuis sa création en 1994, au financement de quelque 2.300 projets d'investissement, a déclaré hier à l'APS le directeur régional de cette structure, M. Djamel Merbaï. Selon ce responsable, durant la seule année 2012, 770 projets ont été financés, contribuant à la création de 1.137 emplois sur un total de 3.662 postes de travail créés à ce jour depuis 1994 dans la wilaya de Batna à l'aveugle du dispositif géré par cette caisse.

La quote-part de la CNAC de Batna dans le financement de tous ces projets s'élève, selon M. Merbaï, à près de 2,03 milliards de dinars sur un montant global de plus de 8,6 milliards de dinars.

Le directeur régional de la CNAC

a fait état de «l'engouement» que suscite ce dispositif auprès des personnes à la recherche d'un emploi, dès lors, a-t-il précisé, que sa structure qui rayonne également sur les wilayas de Khenchela, d'Oum El Bouaghi et de Biskra a eu à examiner, depuis l'année 2010, plus de 5.000 dossiers de porteurs de projets parmi lesquels 4.423 ont été acceptés. Le créneau du transport de marchandises figure largement en tête des activités les plus sollicitées dans la wilaya de Batna, suivie des services et du transport de voyageurs, selon la même source qui a cependant déploré que dans la wilaya de Batna, dont la vocation agricole est avérée, 77 projets seulement se rapportent au travail de la terre ont été financés.

APS

IRAN**Collision entre deux autobus : 44 morts et 39 blessés**

Quarante-quatre personnes ont été tuées et 39 blessées lundi soir en Iran dans une collision entre deux autobus qui ont pris feu sur l'autoroute Qom-Téhéran, a rapporté l'agence Isna.

«Le conducteur d'un autobus en provenance d'Ispahan a perdu le contrôle de son véhicule après que l'un de ses pneus ait éclaté. Il a percute une voiture avant de se retrouver sur la voie inverse où il a percuté un autre autobus. Les deux véhicules ont immédiatement pris feu», a déclaré le colonel Ardesir Jamshidi-rad.

Les routes iraniennes faisaient partie des plus dangereuses au monde il y a encore peu de temps. Dans les années 1990, il y avait environ 28 000 morts par an pour un parc automobile évalué à 4 millions de voitures. Ces deux dernières années, le nombre de morts est descendu à environ 20 000 par an pour un parc automobile qui est passé à 17 millions de véhicules. La très forte présence policière sur les routes et une augmentation considérable des amendes expliquent un meilleur comportement des automobilistes.

USA-JAPON
Toyota rappelle 870 000 véhicules aux USA et au Canada

Le constructeur automobile japonais, Toyota a décidé lundi de rappeler 870.000 véhicules aux Etats-Unis et au Canada après avoir découvert que les réparations initiales n'avaient pas été effectuées correctement. «Nous avons appris qu'il y avait un problème avec les véhicules qui auraient du avoir été réparés lors du premier rappel», a indiqué à l'AFP Cindy Knight, une porte-parole de Toyota aux Etats-Unis. «Il s'avère que les concessionnaires n'ont pas effectué les réparations correctement», a-t-elle ajouté.

Toyota, qui a envoyé de nouvelles instructions aux concessionnaires, contactera les propriétaires des véhicules concernés pour leur demander de les ramener au garage. Dans un message au régulateur américain, la Nhtsa, Toyota a expliqué que l'ancre de direction des véhicules concernés risquait de «bouger et rouiller» si les rotules qui le maintiennent n'étaient pas serrées correctement. Cela pourrait endommager la direction du véhicule, au risque de provoquer un changement brutal de l'alignement des roues. Le rappel concerne les 4X4 RAV4 modèles 2006 à 2010 et les Lexus HS250h construits entre octobre 2005 et septembre 2010. C'est la deuxième fois en une semaine que Toyota doit répéter un rappel pour le même groupe de véhicules. Quelque 133 000 Highland et Lexus RX avaient été rappelés mardi aux Etats-Unis pour remplacer gratuitement le module de puissance de l'inverseur (courant continu/courant alternatif) du système hybride.

MENA**Augmentation des maladies causant les décès prématurés et l'invalidité**

La Banque mondiale a prévenu que les pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) connaissaient une forte augmentation des maladies non transmissibles causant plus de décès prématurés et d'invalidité que par le passé.

Dans les pays de cette région, les cas de cardiopathies ont augmenté de 44 % contre 35% pour les AVC et 87% pour le diabète, note un nouveau rapport de la BM. Les facteurs de risque évitables comme la mauvaise alimentation, l'hypertension, un indice de masse corporelle élevé (indicateur de l'obésité et du surpoids) et le tabagisme contribuent à l'augmentation de la fréquence des maladies non transmissibles dans la région. «On observe au Moyen-Orient et en Afrique du Nord une augmentation rapide de la fréquence des maladies qui sont les plus fréquentes aux Etats-Unis et en Europe de l'Ouest: cardiopathies, dépression et diabète», a déclaré Christopher Murray, co-auteur de cette étude. Le nouveau rapport examine également les diverses maladies qui sont à l'origine d'importants problèmes



d'invalidité au Moyen-Orient et en Afrique du Nord tels les douleurs lombaires, les troubles dépressifs majeurs, l'anémie et les troubles d'anxiété.

Il décrit l'évolution des facteurs de risque responsables de la plupart des décès et des infirmités dans la région. Ceux responsables de maladies comme les cardiopathies, les AVC et le diabète (mauvaise alimentation, hypertension et indice de masse corporelle élevé) sont les trois principaux facteurs de morbidité de la région, et leur fréquence a augmenté de plus de 50% entre 1990 et 2010.

Pour relever ce nouveau défi, la Banque mondiale a adopté une nouvelle stratégie pour le secteur de la santé appelée «Équité et redéveloppement : s'engager en

faveur des systèmes de santé en Afrique du Nord et au Moyen-Orient (2013-2018).»

Cette stratégie ouvre la voie au renforcement des systèmes de santé pour qu'ils puissent offrir des services plus équitables et plus efficaces de prévention et de lutte contre des fléaux comme le diabète, l'hypertension et les accidents de la route, et contre des maladies invalidantes comme la dépression, en particulier chez les pauvres et les femmes, explique Enis Baris, directeur sectoriel de la BM pour la santé dans la région MENA.

«Les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord doivent réagir rapidement contre les menaces que font peser l'hypertension, l'obésité et une alimentation trop pauvre en fruits

et trop riche en sel sur la santé publique et l'économie», a déclaré un autre expert. Selon lui, la mise en œuvre de politiques propres à encourager une alimentation plus saine et à renforcer le dépistage et le traitement de l'hypertension peut sauver des vies et réduire le coût des soins de santé.

Le rapport indique les neuf principaux facteurs de risques de décès prématurés et d'invalidité dans la région MENA ainsi que leur évolution en pourcentage entre 1990 et 2010.

Il s'agit des risques d'origine alimentaire (hausse de 64 %), l'hypertension artérielle (59%), l'indice de masse corporelle élevé (138 %), le tabagisme (10%), la glycémie à jeun élevée (66 %), la pollution de l'air (4%), les risques professionnels (38 %), la carence en fer (7 %) et le taux élevé de cholestérol (51%).

Les données publiées dans ce nouveau rapport mondial peuvent jouer un rôle de premier plan dans les efforts déployés par les décideurs pour établir une politique de couverture universelle des soins de santé apte à améliorer la santé des populations, des collectivités et de l'économie de leurs pays.

TURQUIE**Mort d'un manifestant lors de heurts avec la police**

Un manifestant a été tué lundi soir dans le sud de la Turquie lors d'affrontements avec la police, ont rapporté mardi les médias. Le jeune homme, Ahmet Atakan, 22 ans, touché à la tête par une grenade lacrymogène faisait partie d'un groupe rassemblé à Antalya à la mémoire de l'une des victimes de la fronde antigouvernementale de juin dernier, précise l'agence de

presse Dogan. Les manifestants se sont heurtés à la police anti-émeutes qui a fait usage de gaz lacrymogènes. Blessé par un projectile contenant du gaz, l'homme est décédé à l'hôpital. Des affrontements ont opposé lundi à Istanbul la police turque à des centaines de manifestants rassemblés pour soutenir un adolescent de 14 ans plongé dans le coma depuis la fronde.

CHINE-JAPON**Des navires chinois effectuent leur 59^e patrouille autour des îles Diaoyu**

Des navires des Garde-côtes chinois ont patrouillé mardi matin dans les eaux territoriales des îles Diaoyu, selon l'Administration chinoise des affaires océaniques.

Il s'agit de la 59^e patrouille effectuée par des navires chinois de maintien de

l'ordre depuis septembre 2012, explique l'administration. Les navires chinois patrouillent régulièrement autour des îles Diaoyu et ont approché celles-ci à une distance de 0,28 mille marin, précise l'administration. La Chine revendique sous le nom de

Diaoyu ces îlots inhabités administrés par le Japon. Elle envoie régulièrement des navires, mais aussi ponctuellement des avions, autour de cet archipel, surtout depuis que l'Etat nippon a racheté trois de ses cinq îles à leur propriétaire privé japonais.

PAKISTAN**17 morts dans un accident de la route**

Dix-sept personnes ont trouvé la mort dans un accident de la route survenu lundi soir dans la province du Punjab (est du Pakistan), a indiqué un responsable mardi matin.

Au moins 17 personnes ont été tuées et deux autres blessées dans l'accident, selon le policier Muneeb Ahmad Zia. Selon des informations antérieures, 18 personnes étaient à bord du

minibus, mais ce chiffre est maintenant passé à 22 selon le policier, qui a également précisé que seulement trois personnes dont un enfant ont réussi à sauter de l'arrière du véhicule pour s'en sortir vivants.

M. Zia a précisé que l'accident a eu lieu lorsqu'un minibus a percuté un camion roulant en sens inverse près de Thair Abad dans le district de Chiniot.



Le minibus a pris feu et 16 passagers sont morts brûlés.

L'un des survivants a fini par succomber à ses blessures. La police et les équipes de secours se sont précipitées sur les lieux et ont éteint le feu. Les équipes de secours ont du couper dans la carcasse du minibus pour en extraire les corps et les blessés. La cause de l'accident est imputée à une négligence du chauffeur du minibus, selon M. Zia.

ALGÉRIE/FINANCES

Net recul du déficit du Trésor au 1^{er} semestre

Le déficit global du Trésor s'est affiché en net recul à la fin du premier semestre de l'année par rapport à la fin juin 2012, sous l'effet conjugué d'une hausse des ressources encaissées, hors Fonds de Régulation des Recettes (FRR), et d'une baisse des dépenses de fonctionnement et même celles d'équipement, a-t-on appris auprès du ministère des Finances. Ce déficit, qui était de plus de 1.303 milliards (mds) de DA (17 mds de dollars) à la fin juin 2012, a été réduit à 200,3 mds de DA à la fin juin dernier, soit un recul de près de 85%, selon les dernières statistiques publiées par la Direction générale de la prévision et des politiques (DGPP) du ministère.

Il était de 3.281 mds de da (21% du PIB) en 2012 et de près de 2.469 mds de da en 2011. La loi de finances 2013 prévoit un solde négatif du Trésor de 2.889,6 mds DA, soit 17,9% du PIB.

Les recettes budgétaires réellement encaissées par le Trésor entre janvier et juin 2013 ont atteint 2.729,45 mds de DA contre 2.569,34 mds de DA au cours de la même période de 2012, en hausse de 6%. Les dépenses budgétaires ont par contre reculé de 25% durant le semestre écoulé,



passant de 3.857 mds de DA à la fin juin 2012 à 2.896,36 mds de DA à fin juin 2013.

Détailant la composante de ces dépenses, le document de la DGPP, qui n'explique pas cependant l'origine de cette baisse, a précisé que les dépenses de fonctionnement étaient en baisse de 23,5% tandis que les dépenses d'équipement reculaient de 28%. Les premières ont atteint 2.056,5 mds de DA au premier semestre de l'année (2.688,5 à fin juin 2012), les secondes avaient atteint 840 mds de DA (contre 1.168,5 mds de DA).

Contacté par l'APS pour avoir de plus amples informations sur la baisse des dépenses d'équipement notamment, des responsables au ministère des Finances étaient injoignables. La baisse des

dépenses de fonctionnement s'explique tout de même par la non reconduction des versements des rappels des salaires et des régimes indemnitaire opérés en 2012, nécessitant une rallonge budgétaire complémentaire importante.

470 mds de DA versés au FRR au premier semestre

La fiscalité pétrolière recouvrée en Algérie durant le premier semestre de cette année a atteint 2.086 milliards DA, soit 2,75 milliards de dollars (mds usd) dont 1.616 mds DA (21,2 mds usd) ont été versés au budget de l'Etat et 470,2 mds de DA, soit quelque 6,2 mds de dollars, versés au Fonds de Régulation des Re-

cettes (FRR).

Le solde du FRR, après prélèvement, était de 5.633,4 mds à fin 2012. La fiscalité pétrolière budgétisée (les 1.616 mds de DA), fixée par une loi de finances de 2013 basée sur un prix de référence du baril de pétrole à 37 dollars et un taux de change d'un dollar pour 76 DA, a été entièrement recouvré en mai dernier. Depuis juin, la fiscalité pétrolière, résultant de la différence entre la fiscalité réelle basée sur un baril supérieur à 100 dollars et la fiscalité budgétisée, est donc versée systématiquement au FRR.

Le prix moyen du pétrole brut algérien était de 107,6 dollars entre janvier et juillet 2013 contre 110,9 dollars durant la même période en 2012. En incluant les ressources ordinaires de l'Etat, c'est à dire toutes les ressources hors fiscalité pétrolière, estimées à 1.13,5 mds de DA à fin juin, les recettes budgétaires recouvrées durant le premier semestre de l'année, la part du FRR comprise, ont été de 3.172,2 mds DA (près de 42 mds USD). En excluant le montant destiné au FRR (470,2 mds de DA), les recettes budgétaires encaissées par le Trésor tombent cependant à 2.729,45 mds de DA à fin juin.

TURQUIE : LA CROISSANCE EN HAUSSE DE 4,4% AU 2^{ÈME} TRIMESTRE

L'économie turque a connu une croissance de 4,4% au deuxième trimestre 2013 par rapport à la même période de l'année précédente et de 3,7% sur l'ensemble du premier semestre 2013, a indiqué mardi l'institut turc de la statistique (Tüik).

La croissance avait atteint 2,9% au premier trimestre, rappelle-t-on. «C'est indéniablement un succès important pour nous d'avoir accroché un tendance à la croissance en dépit de toutes les difficultés mondiales et régionales», a déclaré M. Simsek dans un communiqué cité par l'agence de presse Anatolie. «Nous constatons que l'économie a gagné de la vitesse au cours du second trimestre et que la demande intérieure a continué d'avoir un impact grandissant sur la croissance», a commenté le ministre. «Mais ce soit en raison des prévisions de croissance

Ankara satisfait

faibles pour l'économie mondiale, de l'évaluation des risques par les marchés financiers ou des tensions géopolitiques croissantes, il est probable que la croissance reste cette année sous l'objectif de 4% du Programme à moyen terme», a-t-il expliqué. Le ministre de l'Economie Zafer Caglayan a pour sa part estimé que la croissance pourrait avoisiner les 3,5% en 2013, selon Anatolie. L'économie turque traverse une période difficile à l'instar d'autres pays émergents depuis que la Banque centrale américaine (Fed) a annoncé en mai son intention de réduire ses injections de liquidités, ce qui a entraîné une dépréciation des monnaies de nombreux pays émergents.

Les marchés turcs restent par ailleurs inquiets des développements de la crise en Syrie, voisine de la Turquie.

SUÈDE

Tendance baissière de la production industrielle

La production industrielle de la Suède a légèrement baissé en juillet par rapport au mois précédent, et a chuté sur un an, selon des chiffres publiés mardi par l'institut statistique national. L'indice de la production a baissé de 0,4% par rapport à juin, après une hausse de 2,9% le mois précédent. Sur un an, la production a diminué de 5,2%. C'est le onzième mois de suite que

l'industrie suédoise produit moins qu'en un auparavant, a relevé le Bureau central des statistiques (SCB). Les chiffres de l'industrie ont été «plus faibles qu'attendaient» mais sont «plutôt erratiques», a commenté un économiste de la banque Handelsbanken, Anders Brunstedt. «Nous ne prévoyons pas que la Suède se mettra à rattraper l'industrie allemande (...) Mais les in-

dicateurs macro-économiques mondiaux et industriels suédois, ainsi que divers autres chiffres sur les commandes, laissent penser qu'une reprise claire est en vue», a-t-il ajouté. Le produit intérieur brut de la Suède a reculé de 0,1% au deuxième trimestre, tandis que l'Allemagne, son premier partenaire commercial, connaît une croissance de 0,7%.

DANEMARK

L'inflation à son plus bas niveau depuis au moins 2001

L'inflation est tombée en août au Danemark à son plus bas niveau depuis 2001, l'indice des prix à la consommation n'ayant augmenté que de 0,4% sur un an, contre 0,6% en juillet, a annoncé mardi l'institut statistique national. La baisse des prix de l'alimentation (-0,4%), des loisirs et de la culture (-1,3%) et des transports (-1,9%) l'explique principalement. Pour la période avant 2001, Statistiques Danemark donne des chiffres d'inflation annuels. Et il faut remonter à l'année 1953 pour retrouver une évolution des prix plus faible, avec une baisse de 0,9%. «2013 se dirige vers l'inflation la plus basse depuis 1958», où elle avait été

de 0,9%, a estimé sur Twitter un économiste de la banque Nordea, Jan Stoerup Nielsen. Le Danemark voit son activité économique pratiquement stagnier depuis la mi-2010. Le gouvernement prévoit seulement 0,2% de croissance en 2013, après une contraction de l'économie de 0,4% en 2012. La Banque centrale mène une politique monétaire dont le principal objectif est de maintenir un taux de change constant entre la couronne et l'euro. Son taux d'intérêt directeur, qui bouge généralement avec celui de la Banque centrale européenne, est actuellement au niveau historiquement bas de 0,2%.

NORVÈGE

L'inflation à un plus haut historique (+3,2%)

Le taux d'inflation a atteint en août en Norvège son niveau le plus élevé depuis mars 2010, à 3,2%, selon des chiffres publiés mardi par l'institut statistique national.

La hausse de l'indice des prix à la consommation, qui n'était encore que de 2,1% en juin, avait grimpé à 3,0% en juillet. Elle s'explique principalement par un bond de 7,5% des prix du logement et de l'énergie, qui représentent plus d'un cinquième de l'indice.

Indicateur retenu par la Banque de Norvège pour sa politique monétaire, l'inflation sous-jacente (hors énergie et variations fiscales) est moins rapide, à 2,5%. Elle est ainsi conforme à l'objectif de la banque centrale.

Les économistes interrogés par Dow Jones Newswires tablaient sur une inflation sous-jacente de seulement 2,0%.

ESPAGNE

Banco Sabadell, une augmentation de capital destinée à des actionnaires latino-américains

La banque espagnole Sabadell, quatrième par la capitalisation boursière, a annoncé mardi avoir lancé la première partie d'une augmentation de capital qui pourra s'élever jusqu'à 1,4 milliard, destinée principalement à des investisseurs latino-américains.

Avec cette opération, la banque veut «renforcer son bilan, pour pouvoir profiter des opportunités qui peuvent se présenter dans le contexte d'une économie espagnole qui commence à se redresser», a-t-elle expliqué dans un communiqué.

Sabadell a vendu mardi 396.341.464 actions à 1,64 euro par action pour 650 millions d'euros, a indiqué la banque dans un communiqué adressé à l'autorité boursière espagnole (Cnmv). Cette opération menée par la constitution accélérée d'un livre d'ordres était destinée aux seuls investisseurs qualifiés.

Sur cette part, 425 millions d'euros ont été souscrits par le fonds colombien Itos Holding et Fintech, un groupe basé aux Etats-Unis mais qui, selon les médias espagnols, gère essentiellement les fonds d'investisseurs mexicains, a précisé la banque. Sabadell avait annoncé lundi soir que ces deux groupes s'étaient engagés à entrer à son capital à hauteur de 275 millions et 150 millions respectivement.

Les nouvelles actions représentent 10,99% du capital de la banque après la première phase de l'augmentation. La seconde partie de l'augmentation de capital est destinée aux actionnaires minoritaires, qui payeront 1,10 euro par action.

Au total, Sabadell prévoit une augmentation de capital d'entre 1,3 et 1,4 milliard d'euros, supervisée par Deutsche Bank AG et JP Morgan Securities.

«La décision de mener cette opération à travers deux augmentations de capital successives a été adoptée après avoir constaté l'intérêt croissant d'investisseurs internationaux pour entrer au capital de Banco Sabadell en tant qu'actionnaires stables», affirme la banque.

APS

H y p o t h



L'hypothyroïdie correspond à un dérèglement de la glande thyroïde qui s'accompagne d'une diminution de la sécrétion d'hormones thyroïdiennes.

Elle se caractérise par un ralentissement de la majorité des fonctions de l'organisme, ce qui entraîne notamment : une fatigue chronique, une sensibilité au froid augmentée, une prise de poids, un rythme cardiaque anormalement lent, une peau sèche, de la dépression ou des troubles de la mémoire.

L'hypothyroïdie est souvent due à un dérèglement du système immunitaire qui attaque les cellules de la thyroïde et réduit la production d'hormones. Son traitement consiste à prendre des hormones thyroïdiennes de remplacement tout au long de la vie.

Comment fonctionne la glande thyroïde et à quoi sert-elle ?

La thyroïde est constituée de deux lobes, situés de part et d'autre du larynx, à la base du cou. Cette glande sécrète des hormones qui sont la tri-iodothyronine (également appelée T3) et la thyroxine (également appelée tétra-iodothyronine ou T4). Ces hormones jouent un rôle essentiel dans la croissance des os, le développement intellectuel mental, l'utilisation des graisses et des sucres par le corps. De plus, elles augmentent la consommation d'oxygène et d'énergie par les cellules.

La production d'hormones par la thyroïde est régulée par une hormone stimulante, la TSH (Thyroid Stimulating Hormone, également appelée thyrostimuline). La TSH est sécrétée par l'hypophyse, une petite glande située à la base du cerveau. Cette régulation repose sur le principe du thermostat : une baisse des taux sanguins de T3/T4, comme c'est le cas lors d'une hypothyroïdie, entraîne une augmentation du taux sanguin de TSH afin de stimuler la thyroïde à produire plus de T3/T4. À l'inverse, un taux sanguin excessif de T3/T4 (une hyperthyroïdie) provoque une chute du taux sanguin de TSH pour freiner l'activité de la thyroïde. La présence d'iode dans la thyroïde est indispensable à leur synthèse et, pour cette raison, la thyroïde a la propriété d'accueillir l'iode fourni par les aliments.

Qu'est-ce que l'hypothyroïdie ?

L'hypothyroïdie se caractérise par une diminution ou une absence de production des hormones thyroïdiennes. Il en existe deux types : l'hypothyroïdie dite «périphérique», conséquence d'une maladie de la glande thyroïde elle-même, et l'hypothyroïdie dite «centrale», lorsque l'hypophyse ne sécrète pas assez de TSH.

L'insuffisance d'hormones thyroïdiennes dans le sang diminue le métabolisme de manière générale et peut être à l'origine de symptômes variés.

Qui est touché par l'hypothyroïdie ?

Les femmes, en particulier après 50 ans, sont deux à trois fois plus touchées que les hommes.

Dans les pays industrialisés, les personnes les plus susceptibles d'être atteintes d'hypothyroïdie sont :

Les femmes de plus de 60 ans : plus de 10 % d'entre elles seraient touchées ;

Les femmes ayant accouché dans l'année : entre 5 et 8 % d'entre elles seraient touchées de manière transitoire par une inflammation de la thyroïde, ou thyroïdite «post-partum», qui provoquerait une hypothyroïdie durable dans 20 % des cas ;

Les personnes ayant des antécédents familiaux ou personnels de maladie de la thyroïde ;

Les personnes souffrant de maladies auto-immunes comme, par exemple, la polyarthrite rhumatoïde, la spondylarthrite, la maladie de Gougerot-Sjögren, la psoriasis, etc.

Quels sont les symptômes de l'hypothyroïdie ?

En cas d'hypothyroïdie, de nombreux symptômes peuvent être observés, mais chaque patient n'en exprime que quelques-uns. Comme l'hypothyroïdie est une maladie qui apparaît lentement, il est fréquent que la personne n'identifie pas ces symptômes comme étant causés par une seule maladie. Elle se sent fatiguée, déprimée ou essoufflée à l'effort, mais ne fait pas le lien entre ces signes. L'hypothyroïdie est souvent diagnostiquée lorsque d'autres causes plus évidentes ont été éliminées.

Les symptômes de l'hypothyroïdie varient selon le degré du déficit en hormones thyroïdiennes. Il est assez fréquent que l'hypothyroïdie soit modérée et ne produise pas de symptômes notables. On parle alors d'hypothyroïdie infraclinique (ou «frustre» ou «asymptomatique» ou «occulte»). Cette forme d'hypothyroïdie est particulièrement observée chez les personnes âgées de plus de 60 ans et chez les enfants.



LORSQUE
L'HYPOTHYROÏDIE
S'AGGRAVE, ON
PEUT OBSERVER :

Des difficultés de concentration et des troubles de la mémoire, surtout chez les personnes âgées ;

Des symptômes dépressifs (manque de motivation, troubles du sommeil, etc.) ;

Une tendance à être fâchés même quand la température est agréable ;

Des crampes musculaires et des fourmille-



y r o i d i e



De la fatigue chronique et un manque d'énergie

ans les membres ; rythme cardiaque lentement lénifiant (bradycardie) qui peut se traduire par un essoufflement ; sécheresse et une peau, associées à des yeux et des ongles assassins ; perte de poids malgré un appétit normal ; taux sanguin de cholestérol anormalement élevé ;

De la constipation ;

Chez les femmes, des règles irrégulières et des problèmes de fertilité.

Le goitre (gonflement à la base du cou), autrefois classiquement associé à l'hypothyroïdie, est devenu rare car il n'apparaît que tardivement en l'absence de traitement.

Les causes de l'hypothyroïdie sont multiples. **L'hypothyroïdie par carence ou excès d'iode**

Dans les pays en voie de développement, l'hypothyroïdie est essentiellement due à une carence alimentaire en iode et on estime que deux milliards de personnes ont une alimentation trop pauvre en iode. Cette cause, fréquente au moins chez nous, est devenue très rare dans les pays industrialisés du fait de l'ajout systématique d'iode dans le sel de table.

L'iode apporté par l'alimentation est indispensable à la production des hormones thyroïdiennes. De ce fait, une alimentation carencée en iode (fréquente dans les pays situés loin de la mer) peut provoquer une hypothyroïdie. De plus, certains aliments dits « goitrogènes » peuvent bloquer la fixation de l'iode dans la thyroïde : légumes de la famille des choux, manioc insuffisamment cuit, soja, arachide, patates douces, etc. Les populations qui mangent de grandes quantités de ces aliments et qui ingèrent insuffisamment d'iode sont particulièrement exposées à l'hypothyroïdie.

Un excès d'iode dans l'alimentation produit un effet similaire à celui de la carence et diminue la production d'hormones thyroïdiennes. Au Japon, où l'alimentation est très riche en iode (consommation d'algues), l'apport excessif d'iode est une cause majeure d'hypothyroïdie.

Exposition à la radioactivité et hypothyroïdie

Lorsqu'une personne est exposée à de l'iode fortement radioactif ($I-131$), cet iode se fixe dans

Les symptômes de l'hypothyroïdie chez les enfants

Les enfants qui souffrent d'hypothyroïdie présentent un retard de croissance et de développement mental, un sommeil excessif, une peau jaunâtre, de la constipation et, plus fréquemment que les adultes, un goître.

Quelles sont les complications de l'hypothyroïdie ?

Si l'hypothyroïdie n'est pas diagnostiquée ou traitée chez un adulte (et en particulier une personne âgée), un gonflement du visage (myxédème) accompagné

d'une peau jaune et sèche, voire un coma, peuvent survenir. Mais il s'agit d'une complication devenue exceptionnelle de nos jours. Il semblerait également qu'une hypothyroïdie fruste non soignée puisse augmenter le risque d'accidents cardiovasculaires (infarctus du myocarde, accident vasculaire cérébral, etc.). Chez les enfants, une hypothyroïdie non soignée entraîne des complications graves : petite taille (nanisme) et retard mental important (le « crétinisme »).

la thyroïde et détruit les cellules qui produisent les hormones thyroïdiennes. Cette destruction partielle ou totale entraîne alors une hypothyroïdie. Cette propriété est utilisée en médecine pour neutraliser la thyroïde lors du traitement de l'hypothyroïdie. Mais il est également à l'origine des troubles thyroïdiens observés chez les personnes qui ont été exposées à l'iode radioactif à la suite d'un accident nucléaire de type Tchernobyl ou plus récemment, Fukushima.

C'est pour cette raison que, lors d'un accident nucléaire, les personnes qui vivent à proximité du lieu de l'accident sont invitées à prendre des comprimés d'iode qui, en saturant la thyroïde, préviennent la fixation de l'iode radioactif. Mais l'absorption de cette grande quantité d'iode n'est pas sans conséquence : les personnes prédisposées présenteront ensuite une hypothyroïdie provoquée par cet excès d'iode (voir ci-dessus).

L'hypothyroïdie d'origine auto-immune

Dans 50 % des cas, l'hypothyroïdie est une maladie auto-immune, c'est-à-dire due à une réaction du système de défense de l'organisme, ou système immunitaire, contre les cellules de la thyroïde.

La plus fréquente des hypothyroïdies auto-immunes est la thyroïdite de Hashimoto qui touche préférentiellement les femmes de plus de 40 ans mais peut également toucher les enfants. Cette maladie pourrait être déclenchée par le stress, une infection virale ou une prédisposition génétique. La thyroïdite de Hashimoto

est définitive et justifie un traitement hormonal à vie.

L'hypothyroïdie consécutive au traitement de l'hyperthyroïdie

Environ 40 % des hypothyroïdies surviennent suite au traitement d'une hyperthyroïdie, soit par iode radioactif, soit par chirurgie, ou encore par médicaments antithyroidiens de synthèse. Dans ce cas, l'hypothyroïdie a été recherchée car il est plus facile et plus sûr de vivre avec une hypothyroïdie traitée qu'avec une hyperthyroïdie, potentiellement dangereuse.

L'hypothyroïdie par mauvaise observance du traitement

Chez les personnes qui doivent prendre des hormones thyroïdiennes toute leur vie, il arrive qu'une hypothyroïdie apparaisse soit parce que la personne ne prend pas régulièrement son traitement, soit parce qu'elle prend d'autres médicaments ou substances qui diminuent l'absorption des hormones thyroïdiennes par l'intestin. Récemment, la commercialisation d'hormones thyroïdiennes génériques a semé le trouble dans l'esprit des patients : en raison d'excipients différents, le passage à une forme générique d'hormones thyroïdiennes pourrait nécessiter un réajustement des doses lorsque la personne les prend pour la première fois. Pour cette raison, les hormones thyroïdiennes sont sur la liste des médicaments surveillés par les autorités sanitaires (plan de gestion des risques).

► Le traitement

La prise en charge de l'hypothyroïdie a pour objectif de faire disparaître les symptômes et de prévenir les complications. Si l'on ne peut pas guérir d'une hypothyroïdie, il est tout à fait possible de la compenser en prenant chaque jour des hormones thyroïdiennes de remplacement. Une fois le traitement instauré, les symptômes vont diminuer progressivement en quelques semaines et les taux sanguins de TSH vont revenir à la normale. Une fois la posologie efficace identifiée, le traitement est poursuivi à vie.

Doit-on prendre des précautions avant de commencer un traitement par hormones thyroïdiennes ?

Les hormones thyroïdiennes augmentent le travail du cœur et les besoins de celui-ci en oxygène. Chez un patient hypothyroïdien qui nécessite un traitement, le médecin va d'abord s'assurer de l'absence de risque de maladie cardiaque (en particulier, de risque d'angine de poitrine ou d'infarctus du myocarde) afin d'éviter que les hormones thyroïdiennes ne déclenchent ce type d'accident.

Si le patient présente un risque ou des antécédents de maladie cardiaque, ou s'il a plus de 70 ans, le médecin commencera le traitement par des doses réduites d'hormones thyroïdiennes qui seront ensuite progressivement augmentées. Le patient est régulièrement suivi sur le plan cardiaque (par exemple par des électrocardiogrammes) tout au long de la mise en place du traitement. La posologie sera ajustée pour que les effets du traitement soient bien tolérés par le cœur, même si cette posologie est insuffisante pour rétablir un taux de TSH parfaitement normal.

Comment se fait le suivi d'une hypothyroïdie ?

Huit semaines après le début du traitement par les hormones thyroïdiennes, le médecin prescrit un dosage sanguin de la TSH de façon à s'assurer que la posologie prescrite a ramené ce taux à une valeur normale. Le dosage de ces hormones est éventuellement adapté. Lorsque la posologie efficace a été identifiée, un deuxième contrôle a lieu six mois plus tard puis une fois par an par la suite.

Comment se passe le traitement chez la femme enceinte ou qui allaite ?

Chez les femmes enceintes atteintes d'hypothyroïdie, les taux sanguins de TSH et d'hormones thyroïdiennes doivent être surveillés très régulièrement (au minimum tous les deux mois). En effet, lors de la grossesse, les besoins en hormones thyroïdiennes augmentent d'environ 50 %.

En cas d'insuffisance des taux sanguins d'hormones thyroïdiennes, le développement du bébé peut être gravement compromis. Un traitement à base d'hormones thyroïdiennes est mis en place pour ramener ces taux à la normale pendant toute la durée de la grossesse. Certaines femmes sont systématiquement suivies sur le plan thyroïdien pendant leur grossesse : celles qui ont des antécédents personnels ou familiaux de problèmes de la thyroïde ; celles qui souffrent d'une maladie auto-immune ; celles qui ont précédemment été traitées pour une hyperthyroïdie. La prise d'hormones thyroïdiennes est possible pendant l'allaitement, sous contrôle médical.

MALI

Le Mouvement Azawad appelle le nouveau gouvernement à œuvrer pour la paix

Le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNL) a appelé lundi le nouveau gouvernement malien à œuvrer pour la paix.

«Nous souhaitons bonne chance à ce gouvernement. Nous l'encourageons à travailler pour la paix», a déclaré à la presse le secrétaire général du MNL Bilal Ag Chérif en marge d'une réunion à Ouagadougou sur «le futur de l'Azawad».

L'Azawad désigne le nord du Mali pour les Touaregs qui en janvier 2012 y avaient mené une offensive conduisant à l'embrasement du pays. M. Ag Chérif a appelé le nouveau gouvernement au respect de l'accord conclu le 18 juin entre Bamako et les mouvements rebelles touareg, qui prévoit l'ouverture d'un dialogue sur l'avenir de l'Azawad «60 jours» après la formation du nouveau gouvernement.

Lundi soir, le président malien Ibrahim Boubacar Keïta a annoncé l'organisation d'«assises nationales du Nord» visant à permettre «le règlement définitif» des rébellions dans cette partie du pays depuis son indépendance, sans fournir de date.

«Il nous appartient de régler définitivement la question du Nord en forgeant une paix durable fondée sur la confiance entre toute les composantes de la Nation malienne», a souligné le président Keïta.

Le Mali organisera bientôt des «assises nationales du Nord»

Le Mali organisera bientôt «des assises nationales du Nord», discussions destinées à permettre «le règlement définitif» des rébellions dans cette partie du pays depuis son indépendance, a annoncé lundi le président Ibrahim Boubacar Keïta.

«Il nous appartient de régler définitivement la question du Nord en forgeant une paix durable fondée sur la confiance entre toute les composantes de la Nation malienne», a déclaré le président Keïta lors de la première réunion avec son Premier ministre Oumar Tatam Ly et son gouvernement, lundi matin à la présidence à Koulouba (près de Bamako).

Sa déclaration a été diffusée dans la soirée par la télévision publique malienne ORTM.

«Dans les jours à venir, nous engagerons sans tarder des actions en vue d'organiser les assises nationales du Nord, qui permettront (...) de forger un consensus national favorisant le règlement définitif du problème dit du Nord», a-t-il ajouté.

Elu le 11 août pour un mandat de cinq ans, le président Ibrahim Boubacar Keïta a fixé comme «priorité la plus pressante» de son quinquennat «la réconciliation nationale» lors de sa prestation de serment, le 4 septembre.

BÉNIN - GHANA

Le président ghanéen au Bénin

Le président du Ghana John Dramani Mahama a entamé lundi une visite de 48 heures à Cotonou où il aura des entretiens avec son homologue du Bénin Boni Yayi sur les questions d'intérêt commun.

Au cours de sa visite, le président ghanéen aura un tête-à-tête avec son homologue béninois sur l'état de la coopération bénino-ghanéenne. Il visitera également le site de la turbine à gaz de Maria Gléta dans la commune d'Abomey Calavé.

ÉGYPTE

4 morts en 24 heures dans des attaques au Sinaï

Au moins quatre personnes ont été tuées et 15 blessées au cours des dernières 24 heures dans le Nord-Sinaï en Egypte, en majorité dans des attaques contre l'armée, ont rapporté hier des sources de sécurité.

Selon ces sources, un soldat a péri et deux autres ont été blessés dans la nuit quand des assaillants ont tiré au lance-roquettes sur un check-point militaire sur la route de l'aéroport près d'Al-Arich, la capitale régionale de la péninsule.

Plus tôt, un soldat a été tué par les tirs d'hommes armés non identifiés près d'Ismailiya le long du Canal de Suez, tandis que trois autres ont été blessés dans plusieurs attaques séparées sur des barrages militaires, selon les mêmes sources.

A Bir el-Abed, deux personnes ont trouvé la mort lors de heurts entre



soldats et partisans du président destitué par l'armée Mohamed Morsi qui également fait dix blessés, dont un militaire, ont précisé ces sources.

Les opérations militaires ont récemment redoublé d'intensité dans le Sinaï, l'armée procédant depuis

plusieurs jours à des frappes aériennes contre des positions de terroristes présumés. Selon des sources médicales et de sécurité, 58 policiers, 21 soldats et 17 civils ont été tués dans le Sinaï depuis la destitution, le 3 juillet, du président Morsi.

KENYA

Le procès du vice-président kényan William Ruto s'ouvre devant la CPI à La Haye

Le procès pour «crimes contre l'humanité» du vice-président kényan William Ruto devant la Cour pénale internationale (CPI) s'est ouvert hier à La Haye en présence de l'accusé.

Premier haut dirigeant en fonction à être jugé par la CPI, William Ruto était arrivé quelques instants plus tôt à la Cour, devant laquelle une vingtaine de députés kényans et autres partisans étaient venus l'accueillir.

William Ruto, 46 ans, est accusé d'avoir fomenté certaines des violences politico-ethniques qui ont meurtri le Kenya après la réélection contestée du président Mwai Kibaki fin décembre 2007, faisant un millier



de morts et plus de 600.000 déplacés.

Lui et son co-accusé, l'animateur de radio Joshua Arap Sang, doivent répondre de trois crimes contre l'humanité : meurtres, persécutions et déportations. Ils plaident non coupables. Le procès du président kényan Uhuru Kenyatta, le premier de la CPI contre un chef d'Etat en fonction, doit débuter le 12 novembre, également pour «crimes contre l'humanité».

Le chef de l'Etat et son vice-président, rivaux d'alors devenus alliés politiques, se sont engagés à coopérer avec la CPI mais M. Kenyatta avait averti dimanche qu'il était impossible que les deux têtes de l'exécutif soient ensemble hors du Kenya.

IRAK

8 morts dans des attentats à la voiture piégée

Huit personnes ont été tuées par trois voitures piégées qui ont explosé hier dans les environs de Baqouba, une ville au nord-est de Bagdad, a-t-on annoncé de sources sécuritaires et médicales.

Les attentats ont également fait des dizaines de blessés, notamment sur deux marchés, selon ces sources.

Deux voitures piégées ont explosé dans les banlieues

nord et est de la ville, tandis qu'une troisième sautait une heure plus tard sur un marché du village d'Al-Hawch, à une vingtaine de kilomètres plus au nord.

Près de 5.000 personnes, selon l'ONU, ont déjà été tuées cette année en Irak, alors que les violences se sont intensifiées ces quatre derniers mois au point de retrouver leur niveau d'il y a cinq ans.

PHILIPPINES

Les rebelles prennent des dizaines d'otages supplémentaires

Les rebelles d'un mouvement philippin opposé aux négociations de paix avec le gouvernement de Manille ont pris des dizaines d'otages supplémentaires hier et échangé des tirs avec les forces armées au lendemain de l'attaque d'une ville du sud de l'archipel, qui a fait 24 morts.

Des tirs ont été entendus à l'aube près de la ville portuaire de Zamboanga, une agglomération de 800.000 habitants située sur l'île de Mindanao, où ont débarqué lundi entre 200 et 300 hommes armés, membres du Front Moro de libéra-

tion nationale (MNLF). Les rebelles ont pris 20 personnes en otage au début de leur opération, mais selon la mairie de la ville, Maria Isabelle Climaco Salazar, 170 habitants de six villages voisins étaient captifs hier matin. «Ils s'en servent comme bouclier humain», a-t-elle dit dans un entretien à la chaîne ABS-CBN. «Nous entraillons à leur libération et à une résolution pacifique de la crise».

L'attaque de lundi a fait 24 morts, a-t-elle ajouté. Le fondateur du MNLF, Nur Misuari, a déclaré l'indépendance des régions du Sud et ap-

pelé ses hommes à prendre d'assaut les bâtiments publics. Cet ancien professeur d'université a signé un accord de paix avec le gouvernement en 1996 et le MNLF avait renoncé à réclamer l'indépendance, privilégiant une simple autonomie de la région.

Manille parle par ailleurs depuis plusieurs mois avec le Front Moro de libération islamiste (MILF), un autre mouvement indépendantiste, qui doit mettre en place une région autonome d'ici à 2016. Misuari estime que ces négociations marginalisent son mouvement et le traité de 1996.

IRAN

Rohani: L'Iran «ne renoncera pas d'un iota» à ses droits en matière nucléaire

L'Iran «ne renoncera pas d'un iota» à ses droits nucléaires, a déclaré hier le président Hassan Rohani, cité par l'agence d'information Mehr.

«Notre gouvernement ne renoncera pas d'un iota aux droits absolus de l'Iran en matière nucléaire», a dit M. Rohani, dans un discours devant les imams du pays, alors que son ministre des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif et la chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, doivent se rencontrer d'ici fin septembre à New York pour relancer les négociations nucléaires.

Après son élection en juin, M. Rohani, a affirmé qu'il souhaitait mener des «négociations sérieuses sans perte de temps» avec les grandes puissances et qu'il était prêt à «plus de transparence», sans pour autant céder sur les «droits indéniables» de l'Iran, en particulier concernant l'enrichissement d'uranium, au centre des inquiétudes des Occidentaux. Face à son refus de cesser ses activités nucléaires sensibles, les Occidentaux ont imposé à



l'Iran des sanctions économiques visant les exportations pétrolières et les échanges bancaires du pays

avec le monde extérieur. Ces sanctions ont abouti à une baisse de 50% des exportations pétrolières, une

chute de la valeur de la monnaie nationale et une inflation de plus de 40%.

«L'Occident doit comprendre qu'il n'obtiendra aucun résultat par les menaces et les pressions», a encore dit M. Rohani dont le pays est accusé malgré ses démentis de chercher à se doter de l'arme nucléaire.

Selon le président iranien, «les premières négociations nucléaires auront lieu à New York (entre M. Zarif et Mme Ashton) et ensuite elles vont se poursuivre dans un autre lieu (non précisé, ndlr) avec le groupe 5+1» (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Grande-Bretagne et Allemagne).

M. Rohani a chargé la semaine dernière le ministère des Affaires étrangères des négociations avec les «parties étrangères» sur le dossier nucléaire.

NUCLÉAIRE IRANIEN

Entretien bilatéral Fabius-Zarif fin septembre à l'ONU

Le chef de la diplomatie française Laurent Fabius a annoncé hier qu'il rencontrerait fin septembre son homologue iranien, Mohammad Javad Zarif, le premier à ce niveau depuis deux ans.

Dans une déclaration à la radio Europe 1, M. Fabius a précisé qu'il allait rencontrer son homologue iranien Mohammad Javad Zarif lors de l'Assemblée générale des Nations unies à New York fin septembre. M. Fabius

avait fait état récemment d'un entretien téléphonique avec son homologue iranien, tenu le 28 août. Il a aussi rencontré l'ambassadeur iranien à Paris le 6 août. Les contacts directs à ces niveaux ont été plutôt rares au cours des dernières années.

La dernière rencontre de deux ministres français et iranien des Affaires étrangères - à l'époque Alain Juppé et Ali Salehi - remonte ainsi à deux ans, en septembre 2011, déjà en marge

d'une Assemblée de l'ONU. Paris accuse depuis des années Téhéran de vouloir acquérir la bombe atomique sous le couvert d'un programme nucléaire civil, ce que rejette l'Iran sans cesse. Le président iranien Hassan Rohani a déclaré hier que Téhéran ne renoncera pas d'un iota à ses droits nucléaires. L'Occident doit comprendre qu'il n'obtiendra aucun résultat par les menaces et les pressions», a encore dit M. Rohani.

PALESTINE

L'ONU et le Japon réalisent un projet de relogement pour 1.200 réfugiés palestiniens

L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA) a inauguré, lundi, 226 nouveaux abris qui ont été construits pour reloger 1.200 réfugiés palestiniens dont les maisons avaient été démolies avant le retrait israélien d'août 2005.

Ces logements ont été construits grâce à une contribution du Japon d'un montant de 12,4 millions de dollars fournie à l'UNRWA, qui a pu également construire deux écoles, un dispensaire, un centre communautaire ainsi que des réseaux d'eau potable, d'assainissement et d'électricité.

Le projet avait été lancé en 2006, avant d'être interrompu à cause du blocus israélien interdisant notamment l'importation de matériaux de construction.

Depuis cette date, les personnes déplacées résidaient dans des logements insalubres, voire dangereux,



ou chez des proches dans des conditions difficiles. «Nous sommes très reconnaissants au gouvernement et au

peuple du Japon de leur engagement en faveur de ce projet à Gaza», a déclaré le directeur des opérations de l'UNRWA à Gaza, Robert Turner, lors de la cérémonie d'inauguration dans le camp de Khan Younis en présence du Représentant adjoint du Japon auprès de l'Autorité palestinienne, Makoto Honda. «Il y a près d'une décennie, les familles qui occupaient les logements financés par le Japon ont tout perdu en une nuit, ce qui fut un rappel douloureux de ce qui s'est passé lors de leur premier déplacement en 1948. Nous sommes reconnaissants au Japon de rester solidaires des réfugiés de Palestine jusqu'à la fin de la construction des nouveaux abris», a-t-il ajouté.

A rappeler qu'entre 1953 et 2012, le Japon a versé plus de 600 millions de dollars pour soutenir les efforts de l'agence onusienne pour prêter assistance aux réfugiés de Palestine.

AFGHANISTAN

7 morts dans l'explosion d'une bombe



Au moins sept personnes ont été tuées mardi en Afghanistan dans l'explosion d'une bombe artisanale au passage de leur autocar dans la province instable de Ghazni, au sud-ouest de Kaboul, a indiqué un responsable local.

Parti de Kandahar, la grande ville du sud-ouest afghan, le véhicule roulait en direction de la capitale quand la bombe a explosé, a déclaré Assadullah Safi, chef adjoint de la police de la province de Ghazni.

«Sept civils, dont trois enfants et une femme, ont été tués et dix-sept autres blessés», a-t-il dit.

Plusieurs victimes ont en outre été hospitalisées dans un état critique, a indiqué le directeur d'un hôpital de Ghazni, Baz Mohammad Emat. L'attentat n'a pas été revendiqué mais les bombes artisanales, tout comme les attentats suicides, sont les armes de prédilection des rebèles talibans, qui mènent depuis leur chute en 2001 une violente insurrection contre les forces gouvernementales et internationales.

Selon un rapport de la Mission de l'ONU en Afghanistan (Unama) publié en juillet, quelque 1.319 civils ont été tués et 2.533 blessés au cours du premier semestre 2013, une augmentation de 23% par rapport à la même période l'an passé.

L'Unama relève que les engins explosifs artisanaux restent en 2013 à l'origine du plus grand nombre de victimes civiles (35%).

25 talibans tués dans une série d'opérations militaires en 24 heures



Vingt-cinq rebelles talibans ont été tués et huit autres blessés depuis lundi dans une série d'opérations militaires à travers l'Afghanistan, a indiqué hier le ministère afghan de l'Intérieur.

«Au cours des dernières 24 heures, la police nationale afghane (PNA) a mené plusieurs opérations avec la coopération de l'armée afghane, de la direction de sécurité et des forces de coalition dans les provinces de Badakhchan, Kapissa, Kandar et Helmand», a dit le ministère dans un communiqué. «25 talibans armés ont été tués, huit ont été blessés et huit autres ont été arrêtés», a-t-il ajouté.

Les forces conjointes ont également découvert et saisi des armes, des mines et des engins explosifs, selon le communiqué du ministère.

APS

SYRIE

Le chef de la Ligue arabe soutient l'initiative russe sur les armes chimiques



Le secrétaire général de la Ligue arabe Nabil al-Arabi a indiqué hier soutenir la proposition russe de mettre l'arsenal chimique syrien sous contrôle international, plaident pour une «solution politique» à la crise syrienne. «La Ligue arabe annoncera prochainement dans un communiqué officiel son soutien à cette initiative», a-t-il déclaré à la presse au siège de l'institution panarabe au Caire. Lundi, Moscou a annoncé avoir invité les autorités syriennes à placer leur stock d'armes chimiques sous contrôle international, pour éviter d'éventuelles frappes des Etats-Unis qui accusent Damas d'être responsable de l'attaque chimique présumée du 21 août près de Damas. Damas rejette sans cesse ces allégations. La Russie a expliqué que cette proposition était née de contacts avec les Américains. Le 1^{er} septembre, la Ligue arabe avait «appelé l'ONU et la communauté internationale à assumer leurs responsabilités» et à «prendre les mesures de dissuasion nécessaires» contre le régime qu'elle a accusé elle aussi d'avoir mené l'attaque du 21 août.

La Russie a bloqué jusqu'ici avec la Chine toute décision au Conseil de sécurité de l'ONU qui viserait à prendre des sanctions ou à lancer une intervention militaire contre la Syrie. Plusieurs autres pays s'opposent à toute opération étrangère qui risquerait de «déstabiliser l'ensemble de la région».

Lavrov: La Russie travaille avec la Syrie sur un «plan concret»

Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a affirmé hier que son pays travaillait avec le gouvernement syrien à l'élaboration d'un «plan concret» visant à placer l'arsenal chimique de la Syrie sous contrôle international.

«La partie russe travaille actuellement à l'élaboration d'un plan réalisable, précis, concret pour lequel des contacts sont en cours en cet instant avec la partie syrienne», a déclaré M. Lavrov, lors d'une conférence de presse.

«Nous comptons présenter ce plan dans les plus brefs délais, et nous serons prêts à travailler dessus avec le secrétaire général de l'ONU, les membres du Conseil de sécurité de l'ONU, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques», a ajouté M. Lavrov. M. Lavrov a appelé lundi la Syrie à placer sous contrôle international son arsenal chimique pour ensuite le détruire, le président américain Barack Obama qualifiant cette initiative de «percée importante» et le secrétaire d'Etat John Kerry affirmant qu'elle pourrait empêcher des frappes sur Damas. Le gouvernement syrien est accusé par les pays occidentaux d'avoir perpétré le 21 août près de Damas une attaque à l'arme chimique tuant des centaines de personnes, accusation rejetée par les autorités syriennes.

L'Algérie salue l'initiative russe visant à l'émergence d'une nouvelle dynamique pour résoudre la crise

L'Algérie salue l'initiative de la Russie qui est de nature à contribuer à l'émergence d'une nouvelle dynamique pour résoudre la crise en Syrie, a indiqué hier le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Amar Belani.

«L'Algérie soutient toutes les initiatives dont la vocation est d'éloigner le spectre et les perspectives de la guerre. A ce titre, nous saluons l'initiative russe qui est de nature à contribuer à l'émergence d'une nouvelle dynamique visant à résoudre la crise en Syrie», a précisé M. Belani dans sa réponse à une question de l'APS sur la réaction de l'Algérie à l'initiative de la Russie consistant à «placer l'arsenal chimique de la Syrie sous contrôle international».

«Comme chacun s'accorde à le re-



connaitre désormais, l'option militaire n'est pas la solution», a-t-il affirmé, ajoutant que «la solution durable ne peut être que politique et elle passe par la relance de la conférence de Genève,

sous les auspices de l'ONU, pour la recherche d'une transition négociée entre les parties prenantes de la crise syrienne avec le soutien de la communauté internationale».

Fabius: le projet français de résolution prévoit le démantèlement des armes chimiques

La France présentera à l'ONU un projet de résolution contraignant qui prévoit le «contrôle et le démantèlement» des armes chimiques syriennes, a indiqué hier le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius.

«La France proposera aujourd'hui(hier, ndlr) à ses partenaires du Conseil de sécurité un projet de résolution sous chapitre 7» autorisant un recours à la force en cas de manquement aux obligations, a déclaré à la presse M. Fabius.

Il vise à «exiger de ce régime qu'il fasse sans délai toute la lumière sur son programme d'armes chimiques, qu'il le place sous contrôle international et qu'il



soit démantelé», a-t-il poursuivi.

M. Fabius a souligné que la résolution aurait également pour but de «mettre en place un dispositif complet d'inspection et de contrôle de ses obligations sous l'égide de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (Oiac)». «C'est à l'acceptation de ces conditions précises que nous jugerons la crédibilité des intentions qui ont été exprimées», a affirmé le chef de la diplomatie française. La Russie a proposé lundi de placer l'arsenal chimique syrien sous contrôle international afin de le détruire, ce que le ministre syrien des Affaires étrangères Walid Mouallem a «accueilli favorablement».

L'UE accueille «avec intérêt» la proposition russe sur les armes chimiques

L'Union européenne a accueilli hier «avec intérêt» la proposition russe de mise sous contrôle international des armes chimiques de Damas, a indiqué un porte-parole.

«Nous étudions la proposition avec intérêt. Nous saluons toute proposition qui puisse réduire la violence en Syrie», a déclaré Michael Mann, porte-parole de la chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton.

«Nous sommes prêts à aider le processus de paix (...) mais nous devons d'abord connaître les détails de la proposition, si elle est sérieuse et puisse être appliquée», a ajouté M. Mann, en indiquant qu'une réaction officielle de l'UE était en cours

d'examen. La Russie a proposé lundi de placer l'arsenal chimique syrien sous contrôle international afin de le détruire, ce que le ministre syrien des Affaires étrangères Walid Mouallem a «accueilli favorablement».

L'UE a, par ailleurs, annoncé le déblocage d'une aide de 58 millions d'euros afin de soutenir le Liban à faire face à l'afflux de réfugiés syriens.

Le Liban est le pays le plus affecté par la crise syrienne, en accueillant plus de 680.000 réfugiés, sur un total de 1,9 million, selon un récent rapport du Haut Commissariat de l'ONU aux réfugiés (UNHCR).

Damas a «déjà donné son accord» à l'initiative de Moscou

La Syrie a «déjà donné son accord» à la proposition russe de placer son arsenal chimique sous contrôle international, a déclaré hier à Moscou le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid Mouallem, selon les agences russes.

«Hier (lundi, ndlr) nous avons eu une séance de négociations fructueuses avec le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov (...), et déjà en soirée, nous avons donné notre accord à l'initiative russe», a déclaré M. Mouallem, selon des propos cités par les agences russes.

Le ministre syrien a souligné que

l'objectif était de «couper l'herbe sous le pied à une agression américaine». La proposition russe prévoit de placer sous contrôle international le stock d'armes syrien, et ensuite de le détruire.

La Russie espère que cette initiative permettra d'éviter d'éventuelles frappes américaines» contre Damas.

L'administration du président américain Barack Obama s'est livrée depuis plusieurs jours à une opération de grande envergure pour convaincre les élus mais aussi l'opinion publique, de soutenir une opération militaire «limitée» en



Syrie en réaction à une attaque chimique présumée le 21 août près de Damas.

APS

SYRIE

Une coalition de l'opposition syrienne qualifie l'offre russe de «manoeuvre politique»

Une coalition de l'opposition syrienne a qualifié de «manoeuvre politique» la proposition de la Russie de mettre sous contrôle international les armes chimiques de la Syrie, réclamant une «riposte» contre le régime syrien.

«Le dernier appel du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov est une manœuvre politique qui s'inscrit dans le cadre des atermoiements inutiles et qui n'apportera que davantage de morts et de destructions pour le peuple syrien», a indiqué la Coalition de l'opposition syrienne dans un communiqué publié dans la nuit de lundi à mardi.

Le chef de la diplomatie russe avait proposé lundi à Damas de placer son



arsenal chimique sous contrôle international. Le gouvernement syrien a «accueilli favorablement» cette proposition. Le président américain Barack Obama a qualifié pour sa part cette initiative de «percée importante», alors que pour le secrétaire d'Etat John Kerry, cette démarche pourrait empêcher des frappes en Syrie.

La Coalition a souligné que «la vio-

lition de la loi internationale nécessite une riposte internationale appropriée».

«Les auteurs des crimes de guerre ne peuvent être disculpés et les crimes contre l'Humanité ne peuvent être effacés en offrant des concessions politiques ou en remettant l'instrument avec lequel ces crimes ont été commis», a-t-elle estimé.

La Chine soutient la proposition russe sur l'arsenal chimique syrien

La Chine a exprimé hier son soutien à la proposition russe de placer l'arsenal chimique syrien sous contrôle international. «Nous saluons et apportons notre soutien à la proposition russe», a déclaré Hong Lei, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, lors d'un point de presse régulier.

«Tant que cette proposition est porteuse d'un allègement de la tension en Syrie et qu'elle va dans le sens d'une résolution politique de la crise syrienne, en maintenant la paix et la stabilité en Syrie et dans la région, la communauté

internationale doit y accorder du crédit», a ajouté le porte-parole.

Le président américain Barack Obama a affirmé que la proposition russe constituait un développement «potentiellement positif» dans le conflit et a promis de la prendre «au sérieux».

Le vote de procédure prévu aujourd'hui au Sénat américain sur le recours à la force en Syrie a été reporté à une date indéterminée, a annoncé lundi le chef de la majorité après la proposition russe sur l'arsenal chimique syrien.

L'Iran salue l'initiative russe sur l'arsenal chimique syrien

L'Iran «accueille favorablement» la proposition de la Russie de mettre sous contrôle international les armes chimiques de la Syrie, a déclaré hier la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Marzieh Afgham.

«La République islamique d'Iran accueille favorablement l'initiative (de la Russie) qui vise à empêcher toute action militaire» contre la Syrie, a déclaré Mme Afgham, lors de son point de presse hebdomadaire.

«Nous voulons que notre région soit débarrassée de toutes les armes

de destruction massive (...) Ces efforts doivent aussi viser les armes chimiques dont disposent les groupes rebelles syriens», a-t-elle ajouté.

«Nous avons déjà exprimé notre inquiétude quant à la possession d'armes chimiques par les groupes terroristes et toute initiative doit s'étendre à ces groupes», a-t-elle déclaré.

Le président américain Barack Obama a qualifié la proposition russe de possible «percée importante». Le ministre iranien des Affaires étran-

gères, Mohammad Javad Zarif, avait déclaré il y quelques jours que l'Iran avait envoyé «une lettre officielle» au gouvernement américain, via l'ambassade suisse qui représente leurs intérêts en Iran depuis 34 ans, pour les informer que «des groupes terroristes avaient transféré des armes chimiques artisanales en Syrie».

L'Iran accuse «les groupes terroristes» d'avoir utilisé des armes chimiques et non le gouvernement du président Bachar al-Assad.

Proposition russe: pas de vote au Sénat américain aujourd'hui

Le vote de procédure prévu aujourd'hui au Sénat américain sur le recours à la force en Syrie a été reporté à une date indéterminée, a annoncé lundi le chef de la majorité après la proposition russe sur l'arsenal chimique syrien. «Je ne pense pas que nous ayons besoin de voter rapidement, a annoncé le chef de la majorité démocrate du Sénat, Harry Reid, quelques heures seulement après avoir programmé ce vote à aujourd'hui.

«Nous devons faire en sorte que le président ait l'opportunité de parler à tous les 100 sénateurs et aux 300 millions d'Américains avant que nous ne fassions cela».

Le président Barack Obama avait lui-même dit dans une interview à la chaîne ABC que le calendrier parle-

mentaire serait retardé. «Je ne m'attends pas à voir une succession de votes cette semaine ou dans l'avenir immédiat», a-t-il dit. «Nous allons avoir du temps, à l'occasion des débats ici aux Etats-Unis, pour que la communauté internationale, les Russes et les Syriens travaillent avec nous et disent qu'il y a une façon de résoudre cela».

La Russie, a proposé lundi à Damas de placer son arsenal chimique sous contrôle international.

La Syrie a immédiatement «accueilli favorablement» cette proposition, par la voix de son ministre des Affaires étrangères, Walid Moualllem.

Poutine et Obama avaient discuté du contrôle des armes chimiques syriennes lors du G20

Les présidents russe Vladimir Poutine et américain Barack Obama avaient discuté de la mise sous contrôle international des armes chimiques syriennes lors de leur tête-à-tête au sommet du G20 vendredi dernier, a déclaré hier le porte-parole du Kremlin.

«Ils ont en effet examiné cette question», a déclaré Dmitri Peskov, cité par l'agence de presse russe Interfax.

M. Peskov n'a pas précisé qui était à l'origine de cette idée. «Nous ne divulguons pas le contenu des discussions», a-t-il dit. M. Obama avait déjà indiqué lundi soir, dans une interview à la chaîne américaine PBS, avoir discuté de cette question avec M. Poutine à Saint-Pétersbourg en Russie. «J'ai bien eu ces conversations. Et c'est la suite des conversations que j'ai eues avec le président Poutine depuis un certain temps», a-t-il déclaré. Barack Obama et Vladimir Poutine avaient parlé en tête-à-tête de la crise en Syrie vendredi en marge du sommet du G20, alors qu'aucune rencontre bilatérale entre les deux hommes n'était prévue. M. Poutine avait toutefois indiqué ensuite que cela n'avait permis aucune avancée dans le dossier. Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a déclaré hier que la proposition qu'il avait faite lundi soir, n'était «pas une initiative entièrement russe».

«Elle a émergé des contacts que nous avons eus avec nos collègues américains, des déclarations hier de John Kerry (chef de la diplomatie américaine), qui a offert la possibilité d'éviter des frappes si ce problème peut être réglé», a souligné M. Lavrov.

L'armée syrienne probablement à l'origine de l'attaque chimique, selon HRW

L'ONG de défense des droits de l'homme, Human Rights Watch (HRW) a indiqué hier que l'armée syrienne était très probablement à l'origine de l'attaque aux armes chimiques, le 21 août dernier, faisant des centaines de morts.

Dans un rapport de 22 pages publié aux Etats-Unis, HRW a affirmé que des preuves crédibles «suggèrent fortement» que ce sont les forces armées du régime syrien qui ont lancé cette attaque.

«Des débris de roquettes et les symptômes des victimes de l'attaque du 21 août à Ghouta constituent des éléments de preuves crédibles concernant les armes utilisées,» a estimé le directeur des situations d'urgence de HRW, Peter Bouckaert. Selon lui, «ces éléments de preuves suggèrent fortement que ce sont les forces du gouvernement syrien qui ont lancé ces roquettes portées d'armes chimiques sur les banlieues de Damas ce matin-là».

Pour HRW, ce type de roquettes et de lanceurs utilisés pour cette attaque sont «uniquement détenu et utilisés» par l'armée syrienne.

L'ONG a ajouté que du gaz sarin a aussi probablement été utilisé, avec semble-t-il, deux types de roquettes, une de 330 mm équipée d'une tête capable de porter une grande quantité d'agents chimiques liquides, et une autre plus petite de 140 mm capable de porter 2,2 kilos de sarin. Les autorités syriennes rejettent les accusations des pays occidentaux et impudent cette attaque aux rebelles, affirmant que ces derniers ont commis cet acte pour justifier une intervention étrangère dans le pays.

Programme du mercredi 11 Septembre 2013

TF1

- 06h45 Magazine jeunesse TFou
10h30 Téléréalité Secret Story
11h20 Série réaliste Petits secrets entre voisins
11h55 Magazine de la gastronomie Petits plats en équilibre
12h00 Jeu Les douze coups de midi
12h50 Magazine sportif L'affiche du jour
13h00 Journal
13h40 Magazine de la gastronomie Petits plats en équilibre
13h50 Météo
13h55 Téléfilm sentimental Joséphine, ange gardien
15h30 Série humoristique Nos chers voisins
16h30 Téléréalité Quatre mariages pour une lune de miel
17h20 Jeu Bienvenue chez nous
18h15 Téléréalité Secret Story
19h05 Jeu Le juste prix
19h55 Météo
20h00 Journal
20h35 Magazine scientifique Des inventions et des hommes
20h38 Météo
20h42 Série humoristique Nos chers voisins
20h45 Série humoristique Pep's
20h50 Esprits criminels Inédit
21h35 Série policière Esprits criminels
22h25 Série policière Esprits criminels
23h15 Série hospitalière Dr House

2

- 08h00 Journal
08h10 Magazine de services Télématin (suite)
09h05 Magazine littéraire Dans quelle étagère
09h10 Feuilleton sentimental Des jours et des vies
09h35 Feuilleton sentimental Amour, gloire et beauté
10h00 Magazine de société C'est au programme
10h55 Météo outremer
11h00 Jeu Motus
11h30 Jeu Les Z'amours
12h00 Jeu Tout le monde veut prendre sa place
12h55 Météo 2
13h00 Journal
13h48 Météo 2
13h50 Magazine du consommateur Consomag
14h00 Magazine de société Toute une histoire
15h35 Magazine de services Comment ça va bien !
16h50 Magazine de société Le jour où tout a basculé
17h15 Multisports Côté Match
17h20 Magazine culinaire Dans la peau d'un chef
18h10 Divertissement-humour On n'demande qu'à en rire
18h45 Jeu Avec ou sans joker
19h15 Météo 2
19h20 Jeu N'oubliez pas les paroles
19h45 Série humoristique Y'a pas d'âge
20h00 Journal
20h40 Loterie Tirage du Loto
20h44 Météo 2
20h45 Téléfilm humoristique Les mauvaises têtes. Inédit
22h15 Magazine d'information Cash investigation
23h45 Magazine du cinéma Plein 2 ciné
23h50 Magazine littéraire Dans quelle étagère
23h54 Météo outremer
23h55 Magazine culturel Grand public

3

- 08h00 Dessin animé Oggie et les cafards
08h07 Dessin animé Oggie et les cafards
08h14 Dessin animé Oggie et les cafards
08h25 Film d'animation Scooby-Doo et le monstre du Mexique 7
09h41 Série d'animation Dragons : Cavaliers de Beurk
10h06 Série d'animation Ben 10 : Omniverse
10h35 Edition de l'outre-mer
- 10h45 Magazine du consommateur Consomag
10h50 Magazine régional Midi en France
11h55 Météo
12h00 12/13 : Journal régional
12h25 12/13 : Journal national
12h55 Magazine de découvertes Météo à la carte
13h45 Loterie Keno
13h55 Série policière Un cas pour deux
14h55 Débat Questions au gouvernement
16h10 Jeu Des chiffres et des lettres
16h50 Jeu Harry
17h20 Magazine littéraire Un livre, un jour
18h20 Jeu Slam
18h10 Jeu Questions pour un champion
19h00 19/20 : Journal régional
19h18 19/20 : Edition locale
19h30 19/20 : Journal national
19h58 Météo
20h00 Magazine sportif Tout le sport
20h15 Feuilleton réaliste Plus belle la vie
20h45 Découvertes Les gens du fleuve. Inédit
22h40 Météo
22h45 Grand Soir 3
23h45 Divertissement Les chansons d'abord

CANAL+

- 07h55 Divertissement-humour Les Guignols de l'info
08h05 Divertissement Zapping
08h14 La météo
08h15 Série d'animation Les Simpson
08h40 Série dramatique Revenge. Inédit
09h20 Série dramatique Revenge
10h00 Série marionnettes Gorg et Lala
10h10 Découvertes Planète dinosaures
10h40 Court métrage Trois petits chats
10h45 Comédie Les seigneurs
12h20 Magazine d'actualité La nouvelle édition 1^{re} partie
12h45 Magazine d'actualité La nouvelle édition 1^{re}
14h00 Comédie dramatique Indian Palace
16h00 Divertissement-humour La caméra planquée de François Damiens
16h10 Magazine d'actualité Le supplément
16h45 Comédie dramatique Bowling
18h15 Divertissement Dans la bouche...
18h20 Série humoristique Mon oncle Charlie
18h45 Le JT
19h05 Talk show Le grand journal
20h00 Talk show Le grand journal, la suite
20h25 Divertissement Le petit journal
20h55 Comédie dramatique Camille redouble. Inédit
22h50 Société C'est pas du jeu
23h40 Série de guerre Generation War

M

- 07h40 Série d'animation Docteur La Peuche
08h05 Série d'animation Jake et les pirates du pays imaginaire
08h30 Série d'animation Les p'tits diables
08h40 Série d'animation Les p'tits diables
08h50 Série d'animation Le Petit Spirou
08h55 Série d'animation Le Petit Spirou
09h05 Météo
09h10 Magazine de télé-achat M6 boutique
10h05 Météo
10h10 Série sentimentale 90210
10h55 Série sentimentale 90210
11h45 Série dramatique Desperate Housewives
12h40 Météo
12h45 Le 12.45
13h05 Série humoristique Scènes de ménages
13h40 Météo
13h45 Téléfilm dramatique Dessine-moi une famille
15h30 Jeu Un dîner presque parfait
17h35 Jeu La meilleure boulangerie de France
18h40 Magazine d'information 100 % mag
19h40 Météo
19h45 Le 19.45
19h45 Le 19.45
20h05 Série humoristique Scènes de ménages
20h50 Magazine de société Maison à vendre inédit
22h35 Magazine de société Maison à vendre

La sélection

20h50

Esprits criminels

TF1**Résumé**

L'arrivée d'Alex Blake, professeur de linguistique à l'université, comble l'absence de Prentiss dans l'équipe. La première enquête de la nouvelle équipe se déroule à Abilene, au Texas. Don Dell, tueur en série muet surnommé «le Silencieux» condamné à la perpétuité, s'est évadé pendant son transfert vers un hôpital, profitant d'un accident. Tandis que le chauffeur a été tué pendant l'accident, Dell a tué son garde avant de lui coudre la bouche, la marque très reconnaissable d'un tueur en série, «le Silencieux», qui n'avait pas agi depuis 2004. Dell est-il ce meurtrier qui avait terrorisé la région ?...

2

Les mauvaises têtes

Résumé

Paul Rivet est un retraité revêche et radin, veuf depuis peu. Pour garder un œil sur lui, sa fille met une chambre de l'appartement paternel en location. Fanny Moreno, étudiante en médecine saute sur l'occasion. A première vue, tout les oppose. Paul, vendeur aigri, a consacré sa vie à son épouse et aux conventions. Fanny est une passionnée ambitieuse, bien dans sa peau. Fille d'agriculteurs, elle fait tout pour réussir son année de médecine et surmonter les galères. Le vieux solitaire et la jeune extravertie jonglent pour survivre. Un équilibre sur le fil que les événements vont rompre lorsque Fanny casse ses lunettes à deux jours d'un examen crucial. Pour elle, c'est la dépense de trop, pour lui la dépense impossible. Paul comprend que la jeune fille va devoir, comme lui, trente ans auparavant, renoncer à sa passion...



20h45

Les gens du fleuve

**Résumé**

Balade le long du Mékong, le dixième fleuve le plus long du monde. Prenant sa source au Tibet, il parcourt l'Asie du Sud-Est sur près de 5000 kilomètres et traverse six pays : la Chine, la Birmanie, la Thaïlande, le Laos, le Cambodge et le Viêtnam. Ce cours d'eau représente à la fois une partie de mystère pour les Occidentaux et une source vitale pour ses riverains. Som Nieng, pêcheur laotien, risque sa vie pour la gagner en traversant les chutes du Khône sur un câble. De son côté, Marielle Santoni recherche les traces des premiers rois khmers. A Luang Prabang, le Néerlandais Rik Gadella traque les orchidées sauvages. Au Cambodge, Pierre-Yves Clais observe les dauphins du Mékong.

21h00

Camille redouble

CANAL+**Résumé**

Après une journée de tournage passée sur un mauvais film d'horreur, Camille, une actrice de 40 ans, rentre chez elle, la mine défaite, la bouteille facile. Eric, son mari, empaquette quelques affaires. Camille lui jette ses chaussures à la figure, désespérée qu'Eric la quitte pour une jeune femme de 20 ans. Sa fille la pousse à passer la soirée du réveillon chez son amie Josephine. Ivre morte, Camille s'effondre au premier coup de minuit. Quand elle se réveille, elle a 16 ans à nouveau, ses parents inquiets viennent la chercher à l'hôpital. Elle retrouve sa vie d'adolescente, sa mère destinée à mourir bientôt, Eric, qui l'aperçoit pour la première fois en salle de permanence...

M

20h50

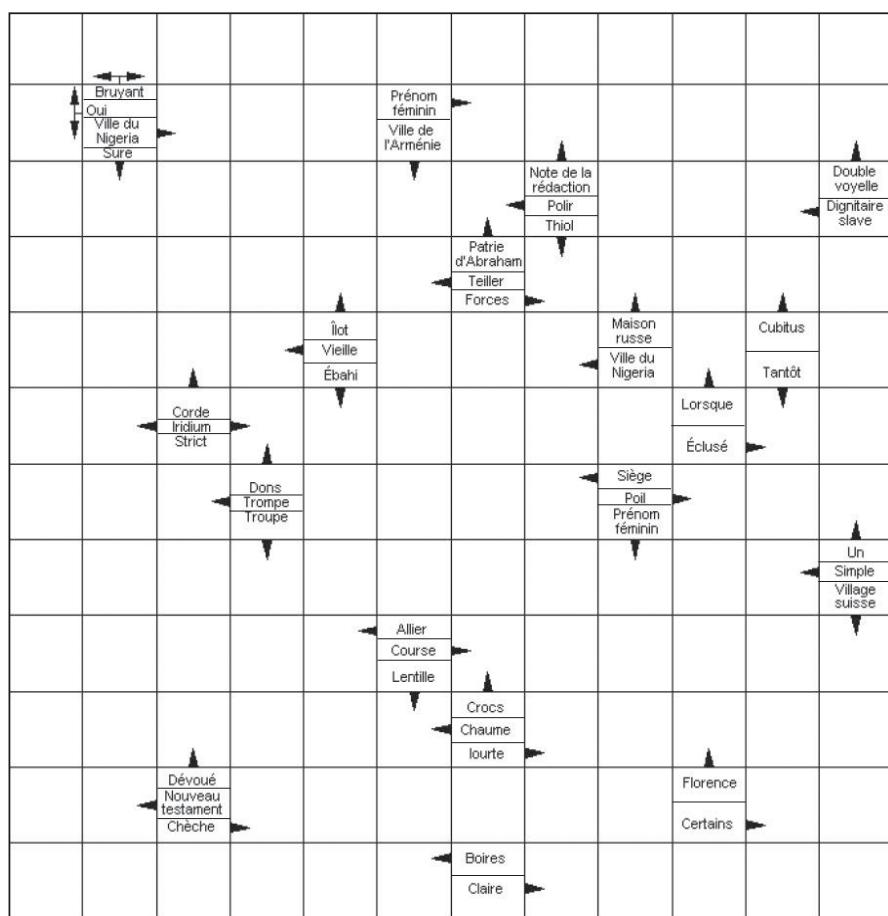
Maison à vendre

Résumé

Au sommaire :
Maryse et Jean-Louis
Maryse et Jean-Louis, 62 et 65 ans, vivent depuis 27 ans à Stain, en Seine-Saint-Denis. Ils se sont connus adolescents dans leur Pas-de-Calais natal. Maintenant à l'âge de la retraite, ils veulent partir vivre en Normandie. Ils ont mis en vente leur maison depuis plus d'un an, ont eu deux propositions mais à chaque fois, la vente a été annulée. Stéphane Plaza essaie de débloquer la situation.



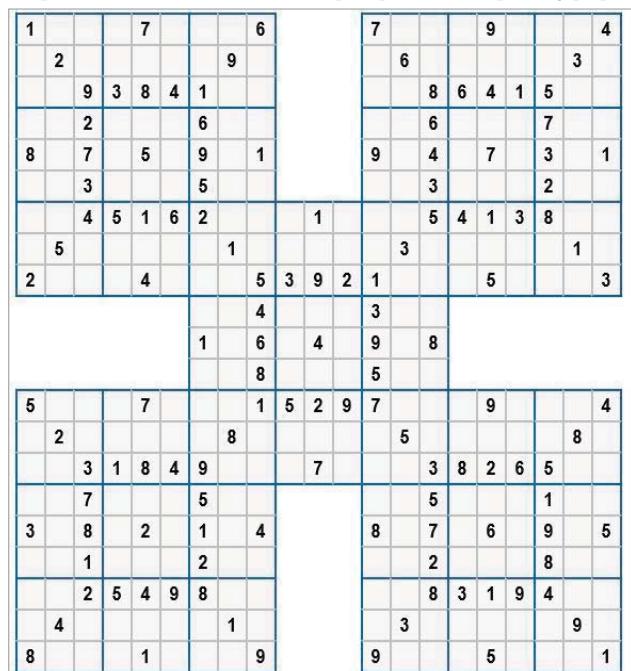
Mots fléchés n°373



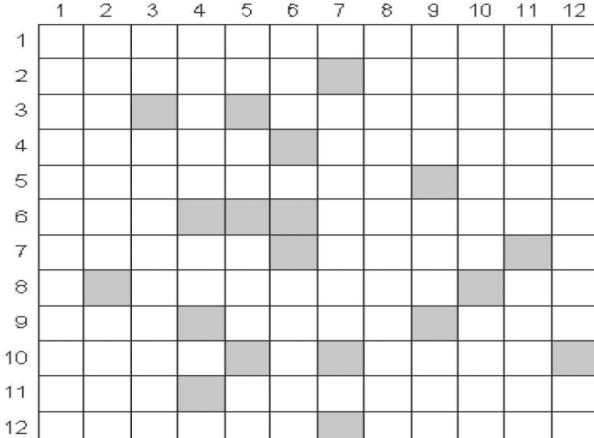
Samouraï-sudoku n°373

Les problèmes de sudoku samouraï se composent de cinq grilles de sudoku entrelacées. Les règles standards du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3x3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samouraï a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



Mots croisés n°373



Horizontalement:

1. Immunise contre un poison
2. Filet de pêche carré - Médecin américain d'origine russe
3. Largeur d'une étoffe - Tordis
4. Botaniste néerlandais - Relatif aux infractions qui peuvent frapper leurs auteurs
5. Physicien suisse puis américain, d'origine allemande - Sigle de l'angl. Hum an Immuno-Deficiency Virus
6. Poisson d'eau douce - Hangar
7. Qui se meut avec agilité - Fils de Sem
8. Combat, rixe à coups de poing - Titane
9. Prière catholique à la Vierge - Céder à une incitation (p.p.) - Monogramme grec de Jésus
10. Arctique - Famille princière d'Italie, Il. Solution - Ecrivain français
11. Coupée - Haler

Verticalement:

1. Animosité
2. Plante - Unité de force électromotrice
3. Thallium - Inattendue
4. Ecrivain américain - Pron. pers.
5. île française de l'Atlantique - Stokes - Le moi - Béryllium
6. Colère - Langue non indo-européenne parlée dans l'Antiquité
7. Torsade
8. Porteraient un coup avec violence
9. Grosse mouche - Qui n'a pas d'éclat - Service du travail obligatoire
10. Fondateur de la dynastie des Aghlabides - Aussi, de même
11. Insecte abondant près des eaux-Sujet
12. Caches qqch - Infinitif

SELON M. TAHMI

Une salle OMS, une piscine et des pistes d'athlétisme dans chaque daïra du pays

Le ministre de la Jeunesse et des sports, Mohamed Tahmi, a déclaré lundi à Guelma que son département ciblera, dans le cadre du prochain programme quinquennal, les daïras du pays qui bénéficieront d'une salle omnisports (OMS), d'une piscine et de pistes d'athlétisme.

Le ministre a ajouté, dans ce contexte, en marge de son inspection du chantier de réalisation d'un stade de football dans la commune d'Oued Zenati, que son département, qui a aujourd'hui une «vision claire» des besoins de chaque daïra en matière d'infrastructures sportives, œuvrera à «renforcer les rôles du secteur de la jeunesse et des sports».

Affirmant que les efforts de son département se concentrent actuellement sur l'achèvement des projets programmés dans le cadre du quinquennat 2010-2014, M. Tahmi a révélé que pas moins de 5 000 infrastructures sportives et de jeunesse ont été inscrites pour, a-t-il souligné, «garantir aux jeunes une pratique sportive dans les différentes dis-



plines et des activités de loisirs saines».

Le ministre a d'autre part souligné que l'expérience a démontré que les détails de proximité dits «Mateco» sont «inappropriés» pour la pratique des sports collectifs.

Il a précisé à ce propos que l'idée de la réalisation d'un terrain de ce genre ne sera pas «reconduite» et que des pelouses synthétiques vont remplacer ces surfaces.

M. Tahmi a également évoqué la récente loi régissant le sport pour souligner «son importance dans ses volets relatifs, notamment, à la prévention et à la lutte contre la violence dans les stades et à la lutte contre le phénomène de dopage». Il a fait part de l'apport de cette même loi dans «la prise en charge des jeunes sportifs».

M. Tahmi s'est également rendu dans la commune de Bouchegouf où il s'est enquis de l'avancement du chantier de réalisation d'une piscine semi-olympique, avant d'observer une halte à Oued Zenati, sur le chantier du stade de la ville, actuellement à «90 % en matière de taux d'avancement des travaux», selon les explications fournies par les responsables locaux du secteur.

Le ministre, qui a également lancé et inspecté plusieurs structures relevant de son secteur, notamment le projet de réhabilitation de l'office du parc omnisports de wilaya (Opow), devait présider, à la maison de jeunes Salah-Boubnider de Guelma, en clôture de sa visite, une réunion avec les membres du mouvement associatif local.

US OPEN

Rafael Nadal sacré pour la deuxième fois

L'Espagnol Rafael Nadal, N.2 mondial, a remporté lundi son deuxième titre à l'US Open et son treizième trophée en tournoi du Grand Chelem en battant le N.1 mondial le Serbe Novak Djokovic 6-2, 3-6, 6-4, 6-1 en 3h21. Nadal s'est adjugé son dixième trophée de la saison, son deuxième en Grand Chelem après Roland-Garros, et le soixantième de sa carrière. Il a dépassé l'Australien Roy Emerson pour prendre seul la troisième place du classement des joueurs les plus titrés en Grand Chelem, derrière Roger Federer (17) et Pete Sampras (14). L'Espagnol de 27 ans est invaincu cette saison sur ciment (22 victoires, 4 défaites) et affiche un bilan de 60 victoires et 3 défaites (toutes surfaces confondues). Il a atteint la finale de douze des treize tournois qu'il a disputés (dix titres). Malgré sa défaite, Djokovic est resté N.1 mondial. Le Serbe de 26 ans jouait sa quatrième finale consécutive à Flushing Meadows (battu par Nadal en 2010, vainqueur de Nadal en 2011, battu par Andy Murray en 2012).



EURO-2013 MESSIEURS

La Macédoine éliminée et la Lituanie passe de justesse

La Macédoine, 4^e de la précédente édition, a été éliminée à l'issue de la dernière journée du premier tour de l'Euro-2013 messieurs de basket, lundi en Slovénie, où la Lituanie a failli subir le même sort.

Les Macédoniens, à la peine depuis le début de l'Euro, ont vu leurs derniers espoirs réduits à néant par la Lettonie (76-66). Les Lettons ont parfaitement contrôlé Bo McCalebb, le meilleur marqueur de la compétition jusque-là, qui a dû se contenter de 8 points.

Trois grosses nations européennes, la Turquie, vice-championne du monde 2010, la Russie, médaillée de bronze aux JO-2012, qui étaient éliminées depuis dimanche, et la Macédoine ne sont donc pas qualifiées pour la Coupe du monde 2014.

Les deux premières peuvent cependant espérer bénéficier d'une des quatre invitations qui distribuera la Fédération internationale. Dans ce même groupe B, une autre équipe balte a frisé l'élimination précoce. Cela aurait été un véritable choc, tant la Lituanie compte dans le paysage européen, et était présentée avant la compétition comme l'un des grands favoris.

Les Lituaniens se sont inclinés devant la Bosnie (78-72), qui jouait aussi sa qualification, mais ils ont aussi

réussi à préserver les quelques points qui font la différence. La Bosnie avait besoin de l'emporter de 10 points pour se qualifier. À la 36^e minute, elle menait de 16 points, mais un peu de précipitation en attaque lui a ensuite coûté très cher.

Le programme du deuxième tour

Mercredi 11 septembre (groupe E) : Lituanie-France, Lettonie-Ukraine et Belgique-Serbie

Jeudi 12 septembre (groupe F) : Grèce-Espagne, Slovénie-Italie, Finlande-Croatie

Vendredi 13 septembre (groupe E) : France-Lettonie, Lituanie-Belgique, Ukraine-Serbie

Samedi 14 septembre (groupe F) : Espagne-Finlande, Grèce-Slovénie, Croatie-Italie

Dimanche 15 septembre (groupe E) : Serbie-France, Ukraine-Lituanie, Lettonie-Belgique

Lundi 16 septembre (groupe F) : Italie-Espagne, Finlande-Slovénie, Croatie-Grèce

QUARTS DE FINALE :

18 septembre : E1-F4, F2-E3 /

19 septembre : F1-E4, E2-F3

DEMI-FINALES : 20 septembre

FINALE : 22 septembre

PRÉSIDENCE DU CIO

Le Suisse Oswald estime qu'il n'a «pas les mêmes valeurs» que l'Allemand Bach

Le Suisse Denis Oswald, l'un des candidats à la présidence du Comité olympique international (CIO) a estimé mardi ne pas avoir «les mêmes va-



leurs» que l'Allemand Thomas Bach, le grand favori, qui selon lui «utilise sa position avantageusement pour mener ses propres affaires. Dans un entretien à la radio suisse romande, enregistré dimanche, le Suisse, président de la Fédération internationale d'aviron (Fisa), s'est laissé aller à quelques sévères critiques du patron du Comité olympique allemand, qui est aussi l'un des vice-présidents du CIO.

En plus de Thomas Bach et Denis Oswald, quatre autres personnes convoitent la succession du Belge Jacques Rogge, en poste depuis 2001, lors d'une session du CIO mardi à Buenos Aires : l'Ukrainien Sergueï Bubka, le Portoricain Richard Carrion, le Singapourien Ng Ser Miang et le Taïwanais Ching-Kuo Wu.

«C'est aux membres de faire leur choix. Certains sont gênés par ces accords passés entre le Koweït, entre Bach... et aussi la pression faite par les autorités politiques allemandes, qu'il ne faut pas ignorer. Certains membres estiment que ce n'est pas vraiment une expression démocratique et cela peut aussi avoir un effet contraire», a déclaré Oswald, qui est professeur de droit. Le Suisse, qui ne se fait pas trop d'illusion sur ses propres chances, n'avant «plus l'âge de croire au Père Noël», se lâche quand la journaliste lui fait part d'une rumeur voulant qu'il se désiste au profit de Thomas Bach: «Certainement pas en faveur de Thomas Bach ! Je crois que, voilà, c'est pas tout à fait les mêmes valeurs!».

«J'entends (...), lui est impliqué dans des affaires commerciales. Il utilise sa position avantageusement pour précisément passer des contrats pour les sociétés qu'il représente», a avancé Denis Oswald. De son côté, Bach a rejeté en blocs ses accusations qu'il a qualifiées de «rumeurs».

«Moï j'imagine un président qui est indépendant, qui n'est pas justement dépendant d'alliances avec des personnes autres et qui n'utilise pas sa position pour autre chose que pour la défense du sport». Face à ces attaques, Thomas Bach a préféré lundi ne pas répondre: «Il y a tellement de rumeurs ces derniers jours que je me suis entraîné à ne pas les suivre mais plutôt à me concentrer sur les échanges avec mes collègues, et ça marche très bien».

Solution Samurai-sudoku N°372

2	7	4	1	6	6	3	9	8
3	5	6	8	4	9	7	2	1
8	9	1	7	2	3	5	6	4
4	2	5	3	9	8	1	7	6
9	3	7	5	6	1	8	4	2
1	6	8	4	7	2	9	5	3
6	8	2	9	1	5	4	3	7
5	4	3	2	8	7	6	1	9
7	1	9	6	3	4	2	8	5

6	5	7	3	4	8	9	2	1
3	1	4	9	2	5	6	8	7
2	9	8	1	6	7	3	5	4
5	7	2	4	1	9	8	6	3
1	3	9	2	8	6	7	4	5
4	8	6	7	5	3	1	9	2
7	4	3	8	9	5	2	6	1
8	6	2	5	1	7	4	3	8
9	7	1	6	3	2	8	9	5

Solution Mots Croisés N°372

HENRICHMONT
ABOULIE■AREU
BESTIALES■AM
IN■O■■INSANE
LIESSE■VENTS
IENISSEI■SIC
TR■D■THERÈSE
ASPET■OUI■EN
T■I■IONS■ARC
INSPECTEUR■E
OISON■E■RMI■
N■EUSKERIENS

Solution Mots Fléchés N°372

THESAURISEUR
■ATON■OBIS■V
KUALALUMPUR■
ATTELER■OSER
NESS■OKAS■BO
SSI■MINER■RUS
ASEN■LACETS
SOUSTRAIRE■A
C■P■EU■GALET
IMPORTUNS■L■
TAO■IL■ESSAI
Y■TAMISEE■NO

MONDIAL 2014 (BARRAGES)

Avis partagés sur une éventuelle opposition face à l'Egypte

M.A.F.

La 6^e et dernière journée du second tour des qualifications pour la coupe du Monde 2014 au Brésil, a livré les derniers pays qualifiés pour le tour décisif des barrages, dont le tirage au sort se déroulera lundi prochain au niveau du siège de la Confédération africaine de football (CAF) au Caire (Egypte).

Ainsi, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Nigeria, l'Algérie, le Cap Vert, le Burkina Faso, l'Ethiopie, le Sénégal, l'Egypte, et le Cameroun, se disputeront les cinq billets réservés au continent africain lors du rendez-vous brésilien (12 juin-13 juillet).

L'Algérie, reversée, de part son classement Fifa, dans le chapeau A, affrontera l'une des cinq équipes suivantes : Egypte, Cameroun, Burkina Faso, Ethiopie et le Sénégal. Le tirage au sort pourrait être favorable aux Verts s'il les mettrait face à une Ethiopie, classée 102^e mondialement lors du classement du mois d'août. A l'approche du tirage au sort, qui commence déjà à tenir en haleine les amoureux de la balle ronde dans ces dix pays, en Algérie l'opinion sportive s'est mise au jeu du choix de l'adver-

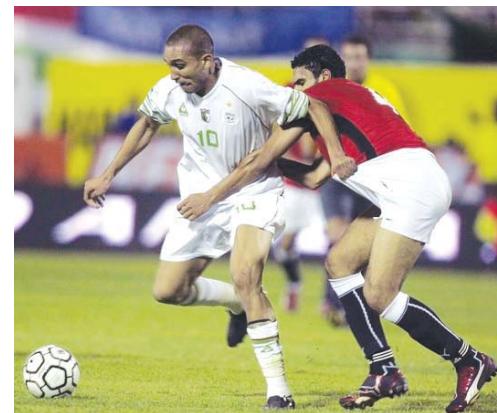
saire qui va affronter les Verts lors des barrages. Chacun y va de son propre pronostic ou bien prophétie pour ainsi placer telle ou telle nation sur le chemin des coéquipiers de Madjid Bougerra.

L'adversaire qui revient le plus sur les lèvres des Algériens est incontestablement l'Egypte, une vieille connaissance et pour les joueurs et pour le public algérien. En effet, l'Algérie avait réussi un certain 18 novembre 2009 à se qualifier pour la coupe du Monde 2010 en Afrique du Sud, après avoir disposé des Egyptiens (1-0), lors d'un mémorable match barrage disputé à Omdurman (Soudan).

Et comme par superstition, certains n'hésitent pas à souhaiter que l'Algérie tombe sur l'Egypte, une manière de dire que la «bête noire» peut sevir encore, et les Verts pourraient bien refaire le coup de 2009.

«Je souhaite vivement que nous tombions sur l'Egypte, c'est un adversaire qui nous réussit bien. Les joueurs seront très motivés à l'idée d'affronter les Egyptiens, dont la double confrontation sera abordée avec la plus grande détermination», a affirmé Tarek, un étudiant universitaire.

Même son de cloche chez



Rabah, un épicier, qui estime que «l'Algérie a vraiment ses chances devant l'Egypte par rapport à un autre adversaire comme l'Ethiopie, qui reste un inconnu au bataillon».

Pour avis opposés, donner la réplique à l'Egypte n'est pas souhaitable, arguant que les «Pharaons» seront très assaillis à l'idée de prendre leur revanche après leur élimination quatre ans plus tôt.

Les partisans de cet opinion souhaitent ne plus revivre ce

match qui a dégénéré en guerre froide et médiatique entre les deux pays.

L'ancien international algérien, Ahmed Houssam, dit Mido, a déclaré, sur son compte Twitter qu'il ne souhaiterait pas voir sa sélection rencontrer encore une fois l'Algérie durant ces matchs barrages, préférant tomber sur le Nigeria, un client «plus abordable» que l'Algérie selon ses dires.

De son côté, le sélectionneur national, Vahid Halilhodzic,

avait affirmé dans l'une de ses sorties à la presse, qu'il ne souhaiterait pas hérité de l'Egypte.

«J'aimerais bien éviter l'Egypte, c'est une grande équipe, qui a un jeu fluide, qui est collectivement au point, et je connais surtout le contexte. On verra mais on peut aussi tomber sur le Cameroun, le Sénégal. J'ai peur d'abord qu'on s'enflamme car l'euphorie en Algérie est immense», avait-il prévenu.

Rappelons qu'en novembre 2009, le «caïlassage» du bus transportant la sélection algérienne de l'aéroport du Caire vers leur hôtel, avait généré un véritable «climat électrique» entre les deux pays.

En attendant de connaître l'adversaire au tour «crucial» des barrages, les yeux seront braqués ce lundi vers le Caire qui va abriter le tirage au sort.

A noter que le pays qui recevra au match aller sera connu par le biais d'un second tirage au sort. Autrement dit l'Algérie versée dans le chapeau A pourrait recevoir son adversaire issu du chapeau B dès le match aller.

Le tour de barrages déterminera les cinq qualifiés du continent africain à l'issue des cinq matches aller-retour disputés du 11 au 15 octobre et du 15 au 19 novembre prochains.

Publicité

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE WILAYA DE BOURA DAIRA DE BOURA COMMUNE DE BOURA MATRICULE FISCAL : 0967.1001905.1137
AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N°10/2013
<p><i>La commune de BOURA lance un appel d'offres national ouvert pour</i></p> <p>01/Réalisation de la voie OULED GUEFFIFA VERS SAID ABID</p> <p><i>Les entreprises intéressées par le présent avis doivent se rapprocher du bureau des marchés de la commune pour retirer le cahier des charges contre paiement de 1500 DA (représentant les frais de reproduction).</i></p> <p><i>Les dossiers de soumission constituent des documents réglementaires légalisés, datant de moins de 03 mois.</i></p> <p>01- Registre de commerce. 02- Qualification professionnelle en Travaux publics (activité principale). (Voir cahier des charges). 03- Casier judiciaire (original). 04- Extrait de rôle apprêlé (foncier et fiscal). 05- Attestations de mise à jour (CNAS, CACOBATPH) 26- Carte d'immatriculation fiscale. 27- Le statut de l'entreprise s'il s'agit d'une société. 28- Attestation de dépôt légal des comptes sociaux (pour les sociétés). 29- Bilan des 03 dernières années d'exercices. 30- Planning d'avancement des travaux. 11-Liste des moyens matériels justifiés par des cartes grises ou factures d'achat 12- Liste des moyens humains visée par la CNAS 13- Attestation de bonne exécution des travaux similaires 14- Déclaration de probité.</p> <p><i>Doivent parvenir à M² : le Président de l'Assemblée Populaire Communale de BOURA (secrétaire général, Sous double enveloppe cachetée l'une portant offre technique et l'autre offre financière mises dans une enveloppe extérieure anonyme comportant la mention ci-après :</i></p> <p>«APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT»</p> <p>01/Réalisation de la voie OULED GUEFFIFA VERS SAID ABID</p> <p>«A M² PAS OUVRIR»</p> <p><i>La date de dépôt des offres est fixée au 15ème jour à 13^{h00} à compter de la première parution dans les quotidiens nationaux.</i></p> <p><i>L'ouverture des offres techniques et financières aura lieu le jour de dépôt des offres à 14^{h00}.</i></p> <p><i>Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours à compter de la date de dépôt des offres.</i></p>

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE LAGHOUAT

AVIS DE RECRUTEMENT

Grade	Nombre de postes	Mode de recrutement	Condition de recrutement	Spécialités
Maître assistant classe «B»	07	Sur titre	Titulaire d'un doctorat d'Etat ou d'un diplôme de docteur en sciences ou d'un diplôme reconnu équivalent	- Mathématiques : toutes spécialités (02 postes) - Français : toutes spécialités (02 postes) - Anglais : option : traduction arabe-anglais-arabe (01 poste) – Option : toutes spécialités (01 poste)
		Concours sur titre	Titulaire d'un diplôme de magister ou d'un diplôme reconnu équivalent	- Histoire : option : Histoire récente et contemporaine, les deux rives de la Méditerranée Europe-Maghreb (01 poste)

Le dossier de candidature doit contenir les documents suivants :

- Une demande manuscrite pour la participation munie d'un CV - Un acte de naissance - Quatre (04) photos d'identité récentes et claires - Une autorisation pour participation ou concours délivrée par l'autorité qui ayant prérogative de nomination pour les candidats fonctionnaires Engagement express à dimensionner du grade d'origine en cas de réussite au concours - Certificat de résidence - Copie certifiée conforme à l'original légalisée des diplômes acquis et reconnus équivalents - le PV de soutenance - L'expérience professionnelle antérieure si elle existe - Certificat de non exercice d'aucune profession pour les candidats qui n'exercent aucune activité salariée - Bulletin du casier judiciaire N°02 original - Certificat de nationalité original - Document justifiant la position vis-à-vis du Service national validé au jour de dépôt du dossier - Certificat médical, (médecine générale et phisiologie) - Deux enveloppes timbrées (01 GF + 01 PP) avec adresse complète - Publications nationales et internationales s'il en existe certificat justifiant les ayants droit - Attestation d'inscription de doctorat s'il en existe.

Les critères de sélection se résument comme suit :

- Adaptation de la filière de spécialisation de la formation du candidat avec les exigences du grade à pourvoir (0 à 05 points).
- Conformité de la spécialité du diplôme avec les exigences du grade à pourvoir (0 à 02 points).
- Les spécialités, par candidats, seront classées suivant la priorité fixée par l'Ecole normale supérieure de Laghouat et citées dans l'arrêté ou la décision d'ouverture du concours sur titre.
- Mention du diplôme (0 à 03 points).
- Formation complémentaire au diplôme requis dans la même spécialité (0 à 05 points).
- Les travaux et études réalisés par le candidat dans son domaine de spécialisation (0 à 02 points)
- L'expérience professionnelle acquise par le candidat (0 à 04 points)
- Entretien avec le jury de sélection (0 à 04 points).
- Les candidats non admis peuvent induire un recours auprès de nos services qui doivent examiner le recours et répondre au concernés avant (05) jours ouvrables au moins de la date du concours.

Les candidats doivent transmettre ou déposer leurs dossiers complet à l'adresse suivante : l'Ecole Normale Supérieure de Laghouat BP 4033 gare Rue des Martyrs, Laghouat, dans un délai de (15) jours ouvrables à partir de la date de parution de la présente annonce dans la presse nationale.

NB : Les dossiers incomplets ou ceux parvenus après les délais prescrits ne seront pas pris en considération.

MONDIAUX-2013 DE CYCLISME (JUNIORS)

L'EN en stage en France du 11 au 19 septembre

La sélection algérienne masculine de cyclisme (juniors) effectuera du 11 au 19 septembre son ultime stage de préparation à Tours (France), en vue des Championnats du Monde, prévus du 22 au 29 septembre à Florence, en Italie. Six coureurs algériens prendront part à ce stage qui s'inscrit dans le cadre du partenariat qui unit le club français de Tours et la Fédération algérienne de cyclisme, une coopération qui a aussi donné lieu à la création d'une équipe continentale cette année, l'Olympique Team Algérie Tours Agglo37. À l'issue de cette ultime étape préparatoire, la direction technique nationale

choisira cinq coureurs parmi les six athlètes présents au stage, pour représenter l'Algérie au rendez-vous mondial de Florence. L'Algérie participera au Championnat du Monde de cyclisme chez les juniors dans deux spécialités : la course contre la montre et course sur route. «Quand on voit comment ce groupe de jeunes a progressé en peu de temps, on

dit que nos juniors sont pleins d'avenir», a déclaré le président de la Fédération algérienne de cyclisme, Rachid Fezioune, lors d'une conférence de presse tenue mardi au siège du Comité olympique algérien (COA). Les cyclistes algériens prendront part au rendez-vous italien avec l'objectif «d'améliorer leurs classements en occupant une place parmi les trente premiers dans la course sur route et une place parmi les 20 premiers en course contre la montre», selon le directeur technique national (DTN), Idriss Haoues.

Après son stage à Tours, la sélection algérienne masculine de cyclisme ralliera l'Italie le 20 septembre pour prendre part aux Championnats du Monde de la discipline.

Composition de la sélection algérienne :
Abderahmane Mansouri (J2), Abderahmane Bechlaghem (J2), Zoheir Benyoub (J1), Hichem Amari (J2), Abdelghani Fellah (J2), Alla Eddine Landjas (J2).

LIGUE 1**Boudbouda, Ziaya, El-Amali et Azzi, suspendus pour le derby USMH-USMA**

Les joueurs Brahim Boudbouda et Abdelmalek Ziaya (USM Alger) ainsi qu'Amine El-Amali et Ayoub Azzi (USM El-Harrach) ont écopé chacun d'un match de suspension et rateront ainsi le derby entre les deux équipes, vendredi lors de la 4e journée de championnat, a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP). Côté usmiste, Boudbouda avait été exclu lors du match perdu à domicile contre le CAB Bordj Arréridj (1-3), le 3 septembre dernier, tandis que Ziaya, suspendu pour « contestation de décision », devra également s'acquitter d'une amende de 30 000 DA, a indiqué la LFP sur son site.

C'est pour le même motif que la commission de discipline de la LFP a sanctionné El-Amali et Azzi, à savoir « contestation de décision » de l'arbitre du match perdu à Blida contre le RC Arbaâ (1-2). Les deux joueurs harcèlés devront payer, chacun, une amende de 30 000 DA, ajoute-t-on de même source. Par ailleurs, la commission de discipline de la ligue a laissé ouvert le dossier de la rencontre JSM Béjaïa - ASO Chlef (1-1) de la 3e journée pour « complément d'informations ».

ITALIE - LATINA**Ghezzal ne s'attendait pas à rencontrer des difficultés pour son retour sur les terrains**

Le nouvel attaquant algérien de Latina, Abdellak Ghezzal, a reconnu qu'il ne s'attendait pas à rencontrer des difficultés sur le plan physique, pour son retour sur les terrains, dimanche lors de la défaite à domicile contre Varese (0-3) pour le compte de la 3e journée de Serie B italienne de football. «Sur le plan personnel, je serai sincère en affirmant que je ne m'attendais pas à rencontrer des difficultés pour retrouver la forme à l'occasion de mon retour à la compétition», a déclaré Ghezzal dans une vidéo publiée sur le site de Latina. Sous le maillot de son ex-équipe Bari, l'international algérien de 28 ans a souffert d'une méchante blessure qui lui a gâché la saison 2012-2013, ne disputant que 13 matches pour deux buts inscrits seulement. N'entrant plus dans les plans du club des Pouilles, il a été transféré à trois

jours de la clôture du marché des transferts d'été à Parme qui l'a très vite prêté au nouveau promu. Evitant sa première sortie officielle sous les couleurs du club de la région de Lazio, soldée par une sévère défaite «at-home», Ghezzal a affirmé qu'il s'attendait à un match coûteux contre un «habitué» de la deuxième division. «Je m'attendais à un match difficile et ce fut le cas. Varese est une équipe qui est toujours là et joue presque chaque année les play-offs pour l'accès en Serie A», a-t-il analysé. L'attaquant polyvalent algérien a effectué dimanche ses débuts avec Latina, disputant 67 minutes avant de laisser sa place au milieu de terrain Dario Maltese alors que son équipe était menée 2-0. Suite à cette défaite, Latina pointe à la 16e place avec 1 point (2 défaites et 1 nul) en compagnie de Palerme et Crotone.

FIFA**Réunion de la Task Force contre le racisme et la discrimination à Zurich**

La Task Force de la Fédération internationale de football (FIFA) contre le racisme et la discrimination se réunira jeudi au siège de la FIFA, à Zurich (Suisse), a annoncé l'instance mondiale sur son site internet. La première réunion de la Task Force s'était tenue le 6 mai à Zurich. «Une étape décisive a été franchie le 31 mai quand le 63^e Congrès de la Fifa a plébiscité la Résolution sur la lutte contre le racisme et la discrimination, après un rapport présenté par Jeffrey Webb», président de cette Task Force et vice-président de la Fifa, écrit la Fédération internationale. La création de la Task Force a été annoncée par le président de la Fifa, Joseph Sepp Blatter, début mars, suite à une réunion de la commission Stratégique de la Fifa, dans le cadre d'une série de mesures pour lutter contre le problème pressant du racisme et de la discrimination dans le football. Elle inclut des représentants des différents acteurs de la communauté du football ainsi qu'un groupe important d'experts en lutte contre le racisme et la discrimination.

**COUPE D'ALGÉRIE DE NAGE AVEC PALMES FOND-2013
Béjaïa abrite la 1^{re} édition**

La première édition de la Coupe d'Algérie de nage avec palmes fond-2013 aura lieu samedi à Béjaïa, a-t-on appris mardi auprès de la Fédération algérienne de sauvetage de secourisme et des activités subaquatiques (Fassas). Organisée par la Ligue de Béjaïa des sports subaquatiques, la compétition aura lieu au port de Tala Ilef (place de Saket) de Béjaïa, avec la présence attendue de 70 athlètes des catégories seniors, juniors et jeunes (hommes et dames), issus de six ligues de wilaya (Béjaïa, Alger, Skikda, Annaba, Tipasa et Boumerdès), ajoute la même source. Les épreuves arrêtées par les organisateurs porteront sur plusieurs distances : le 6000m (seniors hommes), le 3 000 m pour les juniors (hommes et seniors (dames) et le 2000m pour les jeunes (garçons et filles) et les juniors dames.

Le coup d'envoi de la compétition sera donné à 8h30, alors que la remise des récompenses aux vainqueurs est prévue à midi du même jour. La FASSAS avait organisé, la semaine dernière, au port d'El Djemila à Ain Bénian (Alger), le championnat d'Algérie de nage avec palmes fond, avec la participation de 144 athlètes des catégories (seniors, juniors et jeunes/hommes et dames). Ces rendez-vous sont inscrits dans le plan d'action 2013 de la Fédération.

Publicité

**RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
OFFICE NATIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES
DIRECTION DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES
TIZI-OUZOU CENTRE**

AVIS DE RECRUTEMENT

La Direction des œuvres universitaires centre Tizi-Ouzou, organise un recrutement au titre de l'année 2013 pour l'accès aux grades suivant le tableau ci-dessous :

Grade	Mode de recrutement	Conditions d'accès	Spécialité	Nombre de postes ouverts	Structure d'affectation	Autres conditions
Ingénieur d'Etat en architecture	Concours sur titre	L'accès au grade d'ingénieur d'Etat en architecture est ouvert aux candidats titulaires du diplôme de master ou ingénieur d'Etat en architecture	Master ou ingénieur d'Etat en architecture	01		

Constitution du dossier :

- Une demande manuscrite ;
- Deux (02) photos d'identité ;
- Une copie certifiée conforme à l'original de la carte d'identité nationale ;
- Une copie certifiée conforme à l'original du titre, diplôme.

- Une copie de l'attestation certifiée conforme à l'original justifiant la situation vis-à-vis du Service national

- Un (01) extrait du casier judiciaire (Bulletin n°3) en cours de validité.

Les candidats définitivement admis au concours doivent compléter leur dossier par les pièces suivantes :

- Un certificat d'nationalité.
- Une fiche familiale, le cas échéant ;
- Deux (02) certificats médicaux (médecine générale - phtisiologie) attestant de l'aptitude du candidat à occuper l'emploi postulé
- Quatre (04) photos d'identité

Délai des inscriptions et dépôt des dossiers

- Les délais d'inscription sont fixés à 20 jours à partir de la date de publication de cet avis dans la presse nationale conformément à la décision d'ouverture N°254 du 29 août 2013.

Les candidats doivent envoyer ou déposer leurs dossiers complets à la Direction des œuvres universitaires centre Tizi-Ouzou case postale N° 39 poste CHIKHI Tizi-Ouzou dans un délai de 20 jours à partir de la date de publication de cet avis dans la presse nationale.

Observation :

Tout dossier incomplet ou arrivé hors délai d'inscription ne sera pas pris en considération.



Ben Arfa bientôt prolongé ?

Auteur d'un bon début de saison, avec un but et deux passes décisives à son actif en Premier League, Hatem Ben Arfa pourrait bientôt prolonger son bail avec Newcastle, indique *The Journal*, un quotidien britannique. Le milieu offensif français de 26 ans, arrivé il y a trois ans en Angleterre, est actuellement lié jusqu'en 2015 avec les Magpies.

Un intérêt pour Valdés



Victor Valdés arrive en fin de contrat au mois de juin prochain. Et le portier du FC Barcelone pourrait rebondir en Premier League la saison prochaine, du côté de Chelsea, à en croire les quotidiens catalan Sport. José Mourinho serait intéressé par la venue de l'international espagnol, alors que de leur côté, les Barcelonais apprécient le profil de l'actuel gardien des Blues Petr Cech. De quoi laisser penser à un véritable jeu de chaises musicales l'été prochain entre les deux clubs ? Pour rappel, Chelsea possède l'excellent Thibault Courtois, prêté pour la 3e saison consécutive à l'Atlético Madrid.



Rodgers ne parle pas de Sakho...



Mamadou Sakho a pensé qu'il était temps de quitter le PSG, notamment en raison d'une concurrence qu'il ne jugeait pas totalement séine. Que pensera-t-il de celle qui l'attend à Liverpool ? Il risque de bientôt le découvrir à son détriment.

Interrogé par le Liverpool Echo, l'entraîneur des Reds Brendan

Rodgers a évoqué le cas Kolo Touré, dont il veut faire un pilier de la défense. « Kolo est le genre de personnage que j'aime avoir au sein de ma défense, un organisateur et un leader. Je pense qu'on a besoin d'un tel leadership, que ce soit aux côtés de Daniel Agger ou de Martin Skrtel », a-t-il assuré. Et Sakho là-dedans ?

CR7 forfait contre le Brésil

Cristiano Ronaldo n'a pas joué le match de gala qui a opposé le Portugal au Brésil hier à Boston. Auteur d'un hat-trick contre l'Irlande ce vendredi (4-2), l'attaquant souffre d'une blessure sans gravité, mais le staff de l'équipe nationale a tout de même décidé de le laisser au repos afin de limiter les risques.

Le Real, qui salive à l'idée d'aligner une paire Bale-Ronaldo à près de 200 millions, apprécie le geste.



Ronaldo enfin prolongé ?

Florentino Perez a eu gain de cause. Très optimiste cet été, le président du Real Madrid a l'intention d'annoncer la prolongation du contrat de Cristiano Ronaldo dans les 10 prochains jours, annonce le quotidien espagnol *AS*. Une nouvelle particulièrement importante pour le Real Madrid conscient de l'importance de "blinder" le contrat du Portugais. Cristiano Ronaldo va prolonger jusqu'en 2018 avec une augmentation conséquente de ses émoluments.

Gilardino en janvier ?

Après avoir été annoncé à l'AS Rome, à l'Inter Milan ou à la Lazio de Rome, Alberto Gilardino est finalement resté au Genoa durant l'été, mais les rumeurs sur un prochain départ restent d'actualité de l'autre côté des Alpes. En effet, *Tuttosport* rapporte que la Juventus de Turin continue de s'intéresser à l'attaquant international transalpin, et pourrait être tenté de le signer en janvier. Pourtant, la Vieille Dame compte déjà plusieurs attaquants dans ses rangs, à savoir Carlos Tevez, Fernando Llorente, Mirko Vucinic, Fabio Quagliarella et Sebastian Giovinco.



Un œil sur Pato

Reparti au pays, aux Corinthians de São Paulo, afin d'améliorer ses chances de participer à la prochaine Coupe du monde avec la Seleção, Alexandre Pato serait tenté de repartir en Europe l'été prochain. Ancien joueur de l'AC Milan, le jeune attaquant de 24 ans aurait déjà des contacts avec Tottenham, attentif à la situation du buteur, encore sous contrat jusqu'en décembre 2016. Pour rappel, le Hotspur compte sur Roberto Soriano en pointe, et cherche à se débarrasser de Jermain Defoe et Emmanuel Adebayor.



Présentation aujourd'hui d'un rapport sur la situation des droits de l'homme au Sahara occidental



L'association des familles de détenus et de disparus sahraouis, présentera aujourd'hui un rapport sur la situation des droits de l'homme au Sahara occidental renfermant des preuves de l'implication du Maroc dans l'enterrement de Sahraouis dans des fosses communes remontant à 1976 et découvertes en janvier 2013, a annoncé hier son président Omar Abdesslam.

Le rapport comporte des preuves tangibles des crimes de l'occupant marocain perpétrés contre les Sahraouis dont nombreux ont été ensevelis dans des fosses communes remontant à 1976.

Les crimes marocains contre l'humanité, ont été mis à nu à travers les fosses communes découvertes en début d'année 2013 dans la localité de M'kala, près de Smara et non loin du mur de la honte, a expliqué le responsable. Deux fosses communes (une avec des restes d'enfants) ont été découvertes en janvier 2013 dans la même région.

Cette révélation a été faite par un berger sahraoui qui a découvert des ossements humains, des vêtements appartenants à Mohamed Ali Salama Sid Ahmed Al Karcha et des pièces d'identité renvoyant à l'ère de l'occupation espagnole.

Le rapport comporte des données scientifiques émanant de la médecine légale et d'experts généticiens de l'université basque et confirmant l'implication de l'occupation marocaine dans l'ensevelissement de disparus sahraouis dans des fosses communes en 1976, a soutenu M. Abdesslam.

Ces preuves, a-t-il ajouté, suffisent, pour une action de la communauté internationale face aux allégations de l'occupant marocain sur le dossier des droits de l'homme et au moment où le Maroc s'apprête à obtenir un siège au conseil des droits de l'homme.

L'association a appelé les nations Unies à assumer leur responsabilité pour permettre aux familles des victimes d'exercer pleinement leur droit à la vérité.

APS

CONFÉRENCE HIER , AU FORUM DU JOURNAL ECHAÂB

L'AMBASSADEUR SAHRAOUI : Les Sahraouis déterminés à arracher leur indépendance malgré le black-out médiatique



L'ambassadeur de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) en Algérie, Ibrahim Ghali, a affirmé, hier à Alger, que le peuple sahraoui est déterminé à arracher son indépendance en dépit du silence médiatique imposé par des médias internationaux et arabes à sa lutte.

«Le black-out médiatique imposé à la cause sahraouie par des médias internationaux et arabes n'entamera, en aucun cas, la détermination du peuple du Sahara occidental à arracher son indépendance, sur l'intégralité de son territoire, par l'exercice de son droit à l'autodétermination conformément à la légalité internationale», a souligné M. Ghali à l'APS lors d'un forum au quotidien arabophone *Ech-Chaab*.

Ce silence médiatique sur les souffrances des Sahraouis dans les territoires occupés, par le régime marocain, est selon lui l'œuvre aussi bien de médias internationaux que régionaux notamment arabes. «Certains médias arabes comme AlJazeera et Al Arabia se taisent sur la réalité de la colonisation marocaine des territoires sahraouis. Ils diffusent très rarement des informations sur la lutte du peuple sahraoui pour son

indépendance», a déploré M. Ghali. Il a expliqué ce silence médiatique des chaînes de télévisions arabes par «la connivence de principe qui existe entre les monarchies du Golfe arabe et le régime marocain». La preuve de cette «connivence de principes» réside selon lui dans l'invitation adressée au Maroc à intégrer le Conseil de coopération du Golfe (CCG). «Le Maroc regarde vers l'océan Atlantique alors que le CCG regroupe des monarchies du Golfe, à des milliers de kilomètres. A quoi rime cette invitation?», s'est-il interrogé.

Au cours du forum, plusieurs militants sahraouis, ayant participé à la dernière université d'été des cadres de la RASD, tenue à Boumerdès (14-25 août), ont mis en exergue leurs activités, notamment à travers les réseaux sociaux, afin de casser ce blocus médiatique imposé par l'occupant marocain à

leur lutte quotidienne pour l'indépendance. Des journalistes sahraouis ont profité de cette rencontre organisée par le Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui (CNASPS) pour témoigner «des pressions qu'ils subissent dans l'exercice de leur fonction dans les villes occupées du Sahara occidental». Tout en dénonçant ces pressions, le ministre sahraoui des Territoires occupés, Mohamed El Ouali Aïk, a lancé un pressent appel aux médias internationaux «amis» à mobiliser tous leurs efforts à l'effet de continuer à soutenir la cause sahraouie. Lors de la dernière université d'été des cadres de la RASD, des universitaires ont invité les Sahraouis à se saisir des nouvelles technologies de l'information et de la communication, notamment l'Internet, afin de faire avancer leur lutte entamée en 1975 pour l'indépendance.